

AOÛT  
2017



03



# G5 SAHEL

3<sup>ème</sup> REVUE SEMESTRIELLE D'INFORMATIONS DU G5 SAHEL



# SECURITE ET DEVELOPPEMENT

Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat du G5 Sahel

Bamako - Dimanche 2 juillet 2017





**Directeur de publication :**  
Najim ELHADJ MOHAMED

**Coordinateur de la rédaction :**  
Abdoul Salam DIAGANA

**Comité de rédaction :**  
Général Mohamed Znagui  
SID'AHMED ELY  
Mahamadou SAMAKE  
Mikailou SIDIBE  
Kouldjim GUIDIO  
Mohamed ould Denna Esseissah  
Mohamed Bouya SIDI  
Batina MOULAYE ZEIDANE  
Naha AHMED

**Collaborateurs:**  
Laurent GOEB  
Amadou SALL

**Correspondants nationaux :**  
Burkina Faso: Gilbert ZONGO  
Mali: Cherif Hamidou BA  
Mauritanie: Mahfoudh AHMEDOU  
Niger: Mamane Saidou  
Tchad: Enoch DJONDANG

**Informaticienne**  
Raja TALEB ABEIDY

**Infographe**  
Alioune Cheibany  
+222 37 13 73 84  
+222 46 08 29 06

## ● Mot Introductif du Secrétaire Permanent

### 05 - EVENEMENT

- Sommet extraordinaire du G5S des appuis importants au déploiement de la force antiterroriste
- Force conjointe du G5 Sahel : le tournant
- G5S échange de témoin entre le Président Tchadien et Malien
- Deuxième session ordinaire du conseil des Ministres du G5 Sahel
- Le conseil de Paix et sécurité de l'Union Africaine autorise le déploiement de la force conjointe du G5S

### 11 - AXE SÉCURITÉ DÉFENSE

- Les défis de la sécurité humaine dans l'espace Sahelo-Saharien (selon les perspectives du G5 Sahel)
- Les temps forts de Barkhane au cours du premier semestre 2017

### 14 - AXE GOUVERNANCE

- Le G5 Sahel, et les stratégies pour le Sahel
- La cellule régionale de prévention de la radicalisation du G5 sahel accélère la cadence

### 16 - AXE INFRASTRUCTURES

- Les projets d'infrastructures du G5 sahel : le côté " pile" de la Lutte contre le terrorisme !

### 21 - AXE RESILIENCE

- Les pays du G5 sahel vers un projet régional de renforcement de la sécurité alimentaire et de l'intégration régionale

### 17 - GENRE

- Pour un participation active des femmes
- Dialogue politique de haut niveau sur le leadership des femmes dans la prévention et la Lutte contre l'extremisme violent dans les pays du G5 Sahel

### 22 - COOPERATION ET PARTENARIAT

- Après Bruxelles, la haute représentante, vice-présidente de l'UE échange avec les jeunes du sahel, du Maghreb de l'Europe et la diaspora
- Le programme sahel du PNUD signe un accord de partenariat avec le Secrétariat Permanent du G5 Sahel

- Le constat des jeunes du Sahel et du Maghreb sur la Paix et Sécurité

### 27 - CONTRIBUTION

- La circulation routière à Nouakchott : un défi majeur

## Mot du Secrétaire Permanent

# BAMAKO EPICENTRE DU G5S

**M**oins de deux semaines après le feu vert du Conseil de Paix et de Sécurité des Nations-Unies, après celui de l'Union Africaine à la force conjointe, Bamako a accueilli le Sommet du G5S plus la France.

Le président Emmanuel Macron invité d'honneur de ses pairs du G5S a fait d'importantes annonces.

La France apportera un soutien opérationnel à la force naissante qui suscite un immense espoir pour venir à bout de toutes formes de terrorisme et permettre enfin au Sahel de revivre et retrouver son lustre d'antan.

La création d'une Force Conjointe et son opérationnalisation avec l'aval, le soutien et les bénédictions de la communauté internationale attestent incontestablement que le G5S a fait un choix fort et stratégique pour éradiquer les maux qui assaillent le Sahel jadis terre de brassage de culture, de civilisation, d'échanges de partage d'idées et de connaissance, autant d'atouts hélas en péril depuis la multiplication des actes criminels, des trafics de tout genre mais aussi la migration clandestine.

Des actes ignobles perpétrés souvent, sous le couvert de l'islam, une religion de paix, de tolérance et d'amour du prochain et en grande partie par des enfants égarés et obscurantistes du Sahel, victimes des marchands d'illusions et de la haine.

La Force conjointe, qui vient d'être portée sur les fonds baptismaux sera composée par les enfants du Sahel qui sont prêts jusqu'au sacrifice ultime pour débarrasser leur espace des terroristes.

Les Forces de Défense et de Sécurité ainsi que les éléments civils qui constitueront la Force Conjointe seront à la hauteur de la tâche oh combien difficile, noble mais exaltante qui leur est confiée.

Nul doute que ses dignes fils du Sahel s'acquitteront de leur mission avec abnégation et dévouement, dans l'intérêt supérieur de leur nation mais aussi et surtout avec en toile de fond le respect des droits humains et le soutien fort attendu et bien compris de l'ensemble des citoyens des Etats membres.

Il est important de noter qu'il s'agit bel et bien d'une force anti-terroriste et non anti-Djihadiste comme aime l'appeler certains organes de presse,



► Najim Elhadj Mohamed Secrétaire Permanent du G5S

qui veulent coûte que coûte faire l'amalgame entre islam et terrorisme.

Les termes de la Résolution 2359 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies en date du 21 juin 2017, sont on ne peut plus très clairs.

Appeler les terroristes, Djihadistes consiste de mon point de vue à leur accorder une importance qu'ils ne méritent pas, car le Djihad n'est pas synonyme de terrorisme.

Ne favorisons pas l'usage par ces criminels sans foi ni loi de l'islam qui n'ont rien compris du coran et de l'islam et qui profitent impunément de l'ignorance et de la misère des populations et particulièrement des jeunes.

Car force est de constater que les véritables victimes de ce crime organisé sont et demeurent encore et majoritairement l'islam et les musulmans.

Aussi, en cette phase d'Opérationnalisation de la Force Conjointe et de sa montée en puissance le Secrétariat Permanent du G5S qui a vocation de réflexion et de coordination politique et technique des activités à dimension régionale de ses Etats membres contribuera effectivement à la pleine réussite de cette décision historique.

Les problèmes du Sahel, il faut le souligner, ne sont pas seulement sécuritaires et sont en grande

partie tributaires du développement, du chômage endémique des jeunes et de la mal gouvernance. C'est le lieu de saluer l'annonce du président Emmanuel Macron et de sa parfaite compréhension de la problématique sahélienne consistant à faire le lien indissociable entre sécurité et développement en décidant d'engager 200 millions d'euros dans les pays du G5 Sahel, les 5 prochaines années, à travers l'Agence Française du Développement (AFD) dans les secteurs prioritaires de : l'éducation et la formation, l'agriculture et le pastoralisme, la lutte contre les effets du changement climatique ainsi que la gouvernance particulièrement la justice, et en lançant l'initiative "Alliance pour le Sahel".

Il s'agira de privilégier pour ce financement, les zones transfrontalières qui ont tendance à devenir des zones de non droits, et qui constituent les viviers pour le recrutement des terroristes.

Ces zones seront ciblées par les investissements futurs pour la conception et la réalisation de projets structurants et porteurs d'espoirs pour une jeunesse souvent désœuvrée, ignorante et quelquefois diplômée et sans emplois, victime de la pauvreté et des effets du changement climatique.

Le G5S est très réconforté et se réjouit de la concordance de la vision du président MACRON qui est en parfaite adéquation avec les idéaux et pertinentes directives de nos chefs d'Etats qui sous-tendent le G5S depuis sa création.

Bamako, La cité des trois caïmans est incontestablement l'épicentre du G5S.

Elle a accueilli au cours de ce premier semestre la rencontre des chefs d'Etat du mois de Février 2017 qui a porté le président Ibrahim Boubacar Keita à la tête de l'organisation sous régionale.

Ce sommet de la Capitale malienne a été déterminant quant à la concrétisation de la force Conjointe.

Bamako c'est aussi la tenue du conseil des ministres du G5S qui a pris d'importantes décisions pour la bonne marche du G5S, la deuxième rencontre entre les ministres, des Affaires Etrangères du G5S; et la haute représentante vice-présidente de l'Union Européenne avec les jeunes du G5S du Maghreb de l'Europe et de la Diaspora.

Ce moment d'intenses échanges ont été l'occasion pour les jeunes de dire en face des décideurs les problèmes qu'ils vivent au quotidien : éducation ; formation emploi migration etc. etc.

Autant d'interrogations que nos responsables connaissent et qu'ils s'emploient à y apporter des solutions idoines malgré un environnement de plus en plus difficile miné par l'insécurité.

L'extrémisme violent ; la radicalisation, le genre

ont été également à l'ordre du jour tant à Bamako lors du dialogue politique de haut niveau, qu'à N'djaména lors du forum des femmes parlementaires du sahel constituées comme les jeunes en réseau.

Ces rencontres ont permis aux femmes de lancer les débats de manière spécifique sur le rôle de la femme dans la lutte et la prévention de l'extrémisme violent.

Mais aussi d'identifier les lignes directrices quant aux stratégies politiques, programmes et ressources appropriées pour la promotion du leadership des femmes sahéliennes dans le combat contre l'extrémisme violent et assurer leur participation effective à toutes les instances de prise de décision des pays du G5 Sahel.

Le rôle des femmes dans la sauvegarde de la paix et de la sécurité de même que leur implication dans l'amélioration des conditions de vie des populations est reconnu à travers le monde.

La première étape pour lutter contre l'extrémisme violent, c'est de s'attacher de façon indéfectible au respect de la loi et de la légalité et les femmes sont bien indiquées pour participer à cela.

"Elles sont les gardiennes des valeurs du passé, elles savent construire le futur, elles incarnent surtout dans le présent la générosité et la solidarité."

Enfin, le G5 Sahel crée par et pour les sahéliens apparait comme la meilleure approche, le dispositif idéal d'intégration et d'opérationnalisation des actions de résolution des problèmes du sahel.

Le Secrétariat Permanent dans sa vision définie dans sa Stratégie pour le Développement et la Sécurité, opérationnalisée à travers son Programme d'Investissements Prioritaires bâti sur quatre axes stratégiques principaux que sont : la sécurité, la gouvernance, la résilience et les infrastructures est indéniablement l'instrument adéquat de coordination de toutes les initiatives en faveur du sahel.

Le G5S qui intègre dans la pratique le binôme sécurité et développement, en privilégiant les zones transfrontalières, enclavées éloignées, qui ont tendance à se transformer en territoires de non droits, en appelle dans l'esprit de la " Déclaration de Paris " pour l'Aide Publique au Développement, à la communauté internationale, aux partenaires techniques et financiers, au secteur privé et aux Organisations de la Société Civile à considérer ce pertinent cadre de coopération en contribuant efficacement à son financement et à sa mise en œuvre, pour asseoir une paix durable, la sécurité et le développement au sahel et dans l'espace sahélo-saharien.

# SOMMET EXTRAORDINAIRE DU G5S DES APPUIS IMPORTANTS AU DÉPLOIEMENT DE LA FORCE ANTITERRORISTE



► Chefs d'Etats du G5S et la France : sommet extraordinaire de Bamako 02/07/2017

**A** l'entame des travaux du sommet extraordinaire ; le président Ibrahim Boubacar Keïta, a indiqué que le G5 Sahel est un regroupement de solidarité, de mutualisation aux fins d'efficacité par rapport à des défis communs.

Après, le président français, Emmanuel Macron a souligné le lourd tribut payé par les pays du Sahel dans cette guerre terrible contre le terrorisme et l'obscurantisme. " Ce sont ici des mots, mais derrière il y a des vies. Mon prédécesseur a fait le choix courageux de venir en défense du Sahel, j'ai décidé de poursuivre cet engagement, de le confirmer et de le conforter ", a dit en substance le Président français pour qui ; derrière cet acronyme du G5 Sahel, il y a une dynamique, un mouvement profond que la France est fière d'accompagner. Le G5 Sahel, a-t-il poursuivi, est davantage une initiative de coopération, une communauté soudée, déterminée face à un même défi. " Les 5 pays que vous représentez, mais aussi la France, vivent au quotidien le poids de la menace terroriste. Plus de 150 des

membres des forces de défense et de sécurité de la région ont été tués rien que depuis février, dont plus de 80 au Mali, 30 au Niger et 15 au Burkina Faso", a-t-il rappelé.

Selon lui, il faut chaque jour, avec constance, détermination, tous ensemble, traquer les terroristes, les voyous et les assassins, a précisé Emmanuel Macron, parce qu'ils le font aujourd'hui au nom de la division des peuples, au nom d'une religion qu'ils détournent pour lui donner le visage de l'obscurantisme et de la haine. " Notre présence, tous les six à ce sommet prouve que ce qu'ils cherchent à faire ne peut advenir. C'est la complémentarité de nos actions qui fera la différence ", a-t-il souligné.

C'est dire, concrètement, que le soutien de la France consistera d'abord en un soutien opérationnel aux unités, c'est-à-dire un soutien accru de l'opération Barkhane en conseil, assistance mais surtout un accompagnement aux combats. Avant de préciser que la force conjointe du G5 Sahel ne se substitue, et ne se confond ni à Barkhane, ni à la MINUSMA, mais venant en appui à

celles-ci.

Selon le président Macron, c'est aussi une aide matérielle importante, 70 véhicules tactiques, du matériel de communication, du matériel de protection pour les hommes, la mise en place de centres de préparation à l'engagement opérationnel que prévoit de mettre en place la France Enfin, a-t-il annoncé, « c'est un renforcement de la coopération structurelle de la France ».

Le Sahel, c'est désormais 50% du budget de notre coopération de sécurité et de défense dans le monde. Parce que c'est ici que se joue la sécurité du continent africain et plus largement d'une bonne partie de notre planète, y compris de l'Europe, a-t-il expliqué.

Pour M. Macron, sur le total de l'enveloppe du volet militaire, c'est un effort équivalent à plus de 8 millions d'euros que son pays consacre d'ici la fin d'année 2017, estimant que pour garantir un soutien dans la durée, ce sera aux pays concernés et à leurs armées de convaincre que la Force conjointe du

G5 est efficace dans le respect des conventions humanitaires. " Je veux aussi appeler à une mobilisation collective autour de deux défis qui sont inséparables de la recherche d'une stabilité durable et réelle : le processus de paix au Mali, le retour durable de la paix au Nord du Mali passant par la pleine mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation ; le deuxième défi étant celui du développement, jugeant que tous les efforts en matière de sécurité seront inutiles s'ils ne s'inscrivent pas dans un projet plus large de développement.

Et Emmanuel Macron d'annoncer que ce sont 200 millions d'euros qui vont être engagés spécifiquement dans les pays du G5 Sahel, les 5 prochaines années, avant de soutenir que l'Alliance pour le Sahel verra bientôt le jour. Il s'agit, a-t-il expliqué, d'une coalition de partenaires volontaires motivés pour faire la différence au plus près du terrain, dans une approche de changement de méthodes.

Le président de la France a décliné ce qu'il a qualifié de priorités de développement du Sahel : l'éducation et la formation, l'agriculture et le pastoralisme, la lutte contre les effets du changement climatique ainsi que

la gouvernance particulièrement la justice.

La situation sécuritaire dans le Sahel est caractérisée par une sédimentation de la menace terroriste qui s'appuie sur des ramifications transfrontalières, à travers différents groupes dotés d'importants moyens militaires, logistiques et financiers. Selon Ibrahim Boubacar Kéïta, c'est en février dernier, à Bamako, qu'une résolution des chefs d'Etat a consacré la forme définitive de la Force du G5 Sahel dont le mandat, endossé par l'Union africaine le 13 avril dernier porte principalement sur quatre points : contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat et au retour des personnes déplacées ou réfugiées ; faciliter dans la limite de ses capacités, les opérations humanitaires et l'acheminement de l'aide aux populations affectées et contribuer à la mise en œuvre des actions en faveur du développement dans l'espace du G5 Sahel.

Le Président Malien a exprimé sa satisfaction pour l'adoption à l'unanimité de la résolution 2359 (2017) par laquelle le Conseil de sécurité des Nations unies salue le déploiement de la Force conjointe du G5 Sahel, apportant ainsi la preuve de la détermination de la communauté

internationale à accompagner les efforts face à ces graves défis sécuritaires".

Selon le président Kéïta, ce sommet avait un double objectif : faire le point des actions de défense et de sécurité engagées pour faire face aux menaces sécuritaires qui subsistent dans l'espace sahélien, et auxquelles le G5 Sahel, la France et l'Europe sont confrontés ; identifier les pistes d'un partenariat plus robuste avec la France, axé sur des investissements stratégiques et des financements prioritaires en vue de faire du Sahel un espace de paix, de stabilité et de développement.

« En construisant un espace commun de sécurité, nous devons, en effet, édifier également un espace commun de développement et de promotion humaine. Nos succès militaires doivent être prolongés et consolidés par des actions de développement global qui, par leur pertinence et leur inclusivité, contribueront à libérer les forces économiques et sociales, à promouvoir l'accès à la responsabilité politique comme aux opportunités économiques », a détaillé Ibrahim Boubacar Kéïta.

Source l'Essor

## FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL : LE TOURNANT

Le sommet extraordinaire du G5 Sahel s'est tenu Dimanche 02/07/2017 à Bamako. Les présidents Ibrahim Boubacar Keita (Mali), Idriss Déby Itno (Tchad), Mohamed Ould Abdelaziz (Mauritanie), Roch Marc Christian Kaboré (Burkina Faso) et Issoufou Mahamadou (Niger) se sont entretenus avec leur invité spécial le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, dans le but de concrétiser le projet de la force conjointe du G5 Sahel.

Le sommet a été largement dominé par les questions de financement de la dite force du G5 Sahel de 5.000 hommes. Le coût est évalué à 275 milliards de Fcfa.

Ce budget qui comprend, notamment, la logistique a été révélé par le président de la République Ibrahim Boubacar Keita lors du point de presse conjointement animé avec son homologue français Emmanuel Macron.

Où trouver cet argent ? C'est justement la grande interrogation à laquelle les chefs d'Etat devaient trouver une réponse. Chacun des 5 Etats (Burkina Faso Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) va faire l'effort de 6,5



milliards de Fcfa, a précisé Ibrahim Boubacar Keïta.

" La question du financement a pris la plus grande place, presque tout le temps " des discussions à huis clos, a-t-il révélé.

Le total des contributions fait 33 milliards de Fcfa.

A cela il faut ajouter les 33 autres milliards de Fcfa promis par l'Union Européenne.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le président Macron a annoncé un appui logistique de 70 véhicules militaires, des protections pour les soldats et le matériel de communication. Cet appui qui se chiffre à plus de 5 milliards de Fcfa, sera disponible avant la fin de l'année.

Une conférence des donateurs doit se tenir dans les prochains mois pour récolter les fonds nécessaires au fonctionnement de la Force.

## Le général Didier Dacko, commandant de la force conjointe du G5 Sahel

A 50 ans, le général Didier Dacko aura la lourde responsabilité de diriger la force sous-régionale ou force conjointe du G5S. Cette force qui a reçu l'aval de la communauté internationale est dédiée à la lutte contre le terrorisme et les trafics en tout genre dans les 5 pays membres du G5 Sahel, surtout dans les localités frontalières. Avant sa nomination le général Didier Dacko était chef d'état-major général des armées du Mali, poste qu'il occupait depuis juin 2016. Il a d'abord été chef d'état-major général adjoint.

Le général Didier Dacko est connu pour être un homme de terrain, un fin stratège qui a dirigé les opérations militaires entre 2012 et 2013 dans le nord du Mali, alors



occupé par les terroristes. Sa parfaite connaissance du terrain et surtout ses relations de respect et d'estime avec les différentes Armées du G5S et ses différents partenaires sont des Atouts pour le Général pour mener à bien sa difficile mais exaltante Mission au service de la paix du développement et de la sécurité

## LE CONSEIL DE PAIX ET SECURITE DE L'UNION AFRICAINE AUTORISE LE DEPLOIEMENT DE LA FORCE CONJOINTE DU G5

**L**e conseil de paix et sécurité de l'union Africaine, en appui aux efforts des Etats membres du G5 Sahel, et en réponse à la requête formulée par le Président du Conseil des Ministres du G5 Sahel a décidé au cours de sa 679ème réunion tenue le 13 avril 2017 à Addis Abeba de prendre note du concept d'opérations stratégique de la Force conjointe du G5 Sahel.

Il endosse le CONOPS et autorise le déploiement de la Force conjointe du G5 pour une période initiale de douze (12) mois renouvelable et un effectif pouvant aller jusqu'à 5 000 Hommes, avec des composantes militaires, civiles et de police, avec les éléments suivants dont il convient de tenir compte : Participation d'éléments civils et de police dans la mission pour accomplir les tâches liées, en particulier, au respect des droits de l'Homme et du droit humanitaire, ainsi qu'à la protection des populations civiles, expliciter les relations de soutien mutuel entre la Force conjointe du G5 Sahel et la MINUSMA et les forces internationales en présence dans la région, faire référence aux dispositions pertinentes du Protocole



► réunion du conseil de paix et sécurité de l'Union Africaine avril 2017

relatif à la création du Conseil Paix Sécurité. M. Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, en sa qualité de Président du Conseil des Ministres du G5 Sahel, a prononcé une importante allocution pour mettre en exergue les engagements du G5S à combattre le terrorisme, le Commissaire à la paix et à la sécurité, l'Ambassadeur Smail Chergui, a fait une communication sur la situation au Mali et dans la région du Sahel en général et les efforts régionaux et internationaux de lutte contre le terrorisme dans la région. La présentation du projet de Concept d'opérations stratégique

(CONOPS) de la Force conjointe du G5 Sahel a été faite par le Président du Comité de défense et de sécurité du G5 Sahel. Le Conseil a pris en outre note des déclarations faites par les représentants des Nations unies, de l'Union européenne et du Sénégal, en sa qualité de pays africain membre au Conseil de Sécurité des Nations unies.

Cette session s'est tenue en présence du Secrétaire Permanent du G5S M Najim El hadj Mohamed; de l'Expert Défense Sécurité du G5S le General Mohamed Znagui Ould Sid 'Ahmed Ely de plusieurs diplomates et de cadres des forces de Défense et de Sécurité du G5 SAHEL.

# DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DU G5 SAHEL

1. Le 06 juin 2017 à Bamako, s'est tenue la deuxième session ordinaire du Conseil des Ministres du G5 Sahel.

2. Le Conseil a enregistré la présence de :

- Burkina Faso : S.E.Mme Pauline Zouré, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, chargée de l'Aménagement du Territoire,

- Mali : S.E.M. Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale,

- Mauritanie : S.E.M Isselkou ould Ahmed Izid Bih, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération,

- Niger : S.E.M Ibrahim Yacoubou, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Extérieur,

- Tchad : S.E.M Hissein Brahim Taha, Ministre des Affaires étrangères de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale.

3. La réunion a été présidée par S.E.M. Abdoulaye Diop, Président

du Conseil des Ministres du G5 Sahel (PCM).

4. La cérémonie d'ouverture du Conseil des Ministres a été marquée par deux allocutions,

celle de Monsieur Najim Elhadj Mohamed, Secrétaire permanent du G5 Sahel, et par le discours d'ouverture de S.E.M. Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale du Mali, Président du Conseil des Ministres.

5. Le Secrétaire permanent du G5 Sahel, dans son allocution a tenu à remercier les Autorités maliennes pour avoir abrité la présente réunion et les pays membres du G5 Sahel pour leur participation au niveau approprié. Après s'être réjoui de la qualité du travail accompli par la réunion des experts, il a rappelé le contexte actuel de l'organisation marqué par deux priorités majeures à savoir : (i) la mise en place effective de la Force Conjointe du G5 Sahel et (ii) la tenue de la Table ronde pour la mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre du Programme

d'Investissements Prioritaires (PIP). 6. Le Président du Conseil des Ministres, après avoir souhaité la chaleureuse bienvenue aux différentes délégations, a indiqué que la Présidence Malienne du G5 Sahel s'est dotée d'une feuille de route en tenant compte des priorités et des activités du G5 Sahel.

Il a salué l'appui des Partenaires techniques et financiers (PTF) au G5 Sahel et les a invités à renforcer leur soutien pour la réalisation d'actions concrètes en faveur des populations, tout en rappelant la volonté des Etats du G5 Sahel de mobiliser leurs ressources propres pour la mise en œuvre de leurs initiatives.

Le Ministre a terminé son propos en lançant un appel à une solidarité intra-régionale renforcée, afin de réaliser la vision des Chefs d'Etat des pays du G5 Sahel.

7. Les Ministres ont félicité les Experts pour le travail accompli et ont adopté le relevé des conclusions de leur Réunion avec la précision suivante : la transmission d'une copie du rapport d'audit des comptes



► réunion des ministres de tutelle du G5S



2015 et 2016 au PCM avec copie au Secrétariat Permanent.

8. Ils ont également, félicité le Secrétariat Permanent pour les efforts accomplis dans la mise en oeuvre des activités du G5 Sahel.

9. Le Conseil des Ministres :

#### Adopte :

- Le Manuel de procédures du Secrétariat Permanent du G5 Sahel ;
- la feuille de route relative au projet de suppression des frais d'itinérance en vue - de sa soumission à la Conférence des Chefs d'Etat ;
- le rapport d'activités 2016 du Secrétariat Permanent ;
- le rapport d'exécution du Budget 2016 ;
- le Programme de Travail Annuel (PTA) de 2017 ;
- le projet de Budget 2017 ;
- le Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) ;
- les résolutions relatives à la désignation d'un commissaire aux comptes, à la création, au sein du Secrétariat permanent, d'un poste d'auditeur interne, à l'examen du rapport d'audit des états financiers 2015 et 2016 du Secrétariat Permanent et à l'approbation du budget 2017.

#### Décide :

- la programmation des réunions ordinaires du Conseil des ministres au mois de mai et de novembre ;
- la modification du règlement intérieur en vue de prendre en compte l'élargissement du Conseil des ministres aux Ministres en charge des Affaires Etrangères tel que décidé au Sommet des Chefs d'Etat du 20 novembre 2015 à N'Djamena ;
- la création d'un bureau défense et sécurité au sein du Secrétariat Permanent qui sera formalisé à travers une décision assortie d'un exposé des motifs à l'attention du Conseil des Ministres ;
- l'institution du 19 décembre comme journée du G5 Sahel dans tous les Etats membres ;
- l'organisation d'une table ronde des bailleurs de fonds avant la fin de



► Abdoulaye Diop président du conseil des ministres du G5S

l'année 2017 suite à une consultation avec les Etats membres ayant un agenda similaire

- la tenue d'une réunion trimestrielle entre le Secrétariat permanent et les points focaux G5 Sahel. Instruit le Secrétaire permanent :

- de diligenter l'audit opérationnel du Secrétariat Permanent à travers un projet de Termes De Référence (TDR) à soumettre aux Etats dans les meilleurs délais.

- d'élaborer un document cadre de coopération avec les PTF et de renforcer le dialogue avec ces derniers.

Rappelle aux Etats membres la mise en oeuvre des décisions ci-après issues de réunions antérieures :

- affecter, pour les Etats qui ne l'ont pas encore fait, les officiers au sein du Comité de direction du Collège de Défense du G5 Sahel ;

- rendre effective la décision des Chefs d'Etat de supprimer sans délai les visas dans l'espace du G5 Sahel.

#### Prend note :

- des demandes de statut d'Etats observateurs formulées par l'Egypte, la Tunisie et le Soudan et décide de soumettre la question à la Conférence des Chefs d'Etat.

- de la mise à la disposition, par la République Islamique de Mauritanie, au Secrétariat Permanent d'un terrain de 2000 m2. En attendant la construction du siège de l'organisation sur le terrain déjà octroyé, une solution de substitution sera trouvée.

- de l'engagement des Etats à payer leurs contributions au titre des années 2016 et 2017.

#### Recommande :

- la promotion des projets du PIP par les Chefs d'Etat et les Ministres, en fonction de leurs affinités diplomatiques et sectorielles, au fil des rencontres internationales ;

- la dynamisation et le renforcement des Comités Nationaux de Coordination (CNC) pour une réactivité et une visibilité accrues.

10. Réunis à huis clos, les Ministres ont examiné le rapport de la commission technique chargée de la relecture de la grille salariale et approuvé les recommandations. Ils sont convenus de soumettre ledit rapport aux Ministres de tutelle pour décision lors du prochain Conseil des Ministres.

11. Le Conseil des Ministres a adopté une Motion de remerciements à l'endroit de SEM Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République du Mali, Président en exercice du G5 Sahel, au Gouvernement et au Peuple maliens pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse dont ils ont fait l'objet tout au long de leur séjour à Bamako, et lui expriment également leur profonde gratitude pour l'audience qu'il a bien voulu leur accorder.

12. La prochaine réunion ordinaire du Conseil des Ministres se tiendra dans la seconde quinzaine de novembre 2017 à Bamako au Mali.

► Chefs d'Etat du G5S - Bamako Février 2017



## G5S ECHANGE DE TEMOIN ENTRE LE PRESIDENT TCHADIEN ET MALIEN

**L**e sommet du G5 Sahel, tenu à Bamako le 06/02/2017 a été marqué par le passage de témoin entre le président sortant le Tchadien Idriss Déby Itno et le Président Malien Ibrahim Boubacar KEITA.

Le Président en exercice de l'Union Africaine, invité spécial du G5 Sahel, SEM, Alpha Condé de la Guinée, avait pris part à la cérémonie de clôture.

Le président en exercice a qualifié le Sommet de Bamako de grande importance au regard de la dégradation de la situation sécuritaire dans le nord du Mali.

Il s'agira pour l'organisation commune qui regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, d'endiguer le fléau pour parvenir à la stabilité régionale.

Le sommet s'est engagé à faire face aux menaces en mutualisant les

efforts afin de parvenir aux objectifs de paix, de sécurité et de développement.

Il a également pris acte des mesures immédiates pour sécuriser les frontières et mettre en place des projets structurants.

Le président Ibrahim Boubacar Keïta désigné nouveau Président en exercice de l'organisation a rendu un hommage appuyé au président en exercice de l'Union Africaine Alpha Condé qui a pris part à la fin des travaux du sommet en sa qualité de Président de l'Union Africaine et Invité spécial au Sommet du G5 Sahel.

Le président Malien a remercié ses pairs du G5 Sahel pour leur solidarité et leur confiance, avant de revenir sur le développement du processus d'Alger et de sa mise en œuvre handicapée par un certain nombre de goulots. Le Président mauritanien a insisté sur la vision économique de l'organisation qui passe par des projets structurants, la lutte contre l'insécurité, le trafic de drogue et l'immigration clandestine.

Le Président Abdel Aziz a également évoqué les entraves juridiques et matérielles qui affectent les ambitions de l'organisation.

Quant au Président Issoufou Mahamadou du Niger, il s'est réjoui des résultats du sommet qui a offert l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre des différentes initiatives



► Nouveau Président en exercice du G5S

sur le Sahel dont celles du G5, de l'UE et des Nations Unies.

Le président du Burkina Faso a réitéré l'engagement de son pays à combattre le terrorisme. Roch Marc Christian Kaboré s'est dit déterminé avec ses pairs du G5S à éradiquer toutes les manifestations de cette barbarie.

Les partenaires du G5 Sahel se sont engagés à accompagner les ambitions de l'organisation au double plan de la sécurité et du développement. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont donc tous conscience que la souveraineté du Mali est indiscutable et non négociable tel que réaffirmé par les résolutions de toutes les grandes organisations internationales.

Ils ont également conscience que tout doit être consenti pour la mise en œuvre effective de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale avec les efforts du Gouvernement et des autres partenaires.



► Idriss Déby Itno Président sortant du G5S

Général Mohamed Znaoui  
SID'AHMED ELY  
Expert Défense et Sécurité



## LES DEFIS DE LA SECURITE HUMAINE DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN (SELON LES PERSPECTIVES DU G5 SAHEL)

**D**epuis que la Communauté internationale s'est rendu compte de l'opportunité d'interpeller et d'appréhender la question de l'insécurité des individus, elle a commencé à remettre en cause graduellement le concept classique fondé uniquement sur la sécurité des Etats.

La décrispation politique issue de la fin de la Guerre froide ; la redéfinition des politiques de Défense, ont permis une coopération internationale plus accrue et qui prend de plus en plus les problèmes de l'individu en compte. Ainsi est apparu le concept de sécurité humaine qui a intégré graduellement l'agenda politique mondial de développement. Il s'agira donc désormais d'envisager la sécurité physique des individus, mais aussi leur bien-être économique et social, le respect de leur dignité et valeur en tant qu'êtres humains, et par delà la protection des droits et libertés fondamentaux qui, par essence leurs sont rattachés. Le concept de la sécurité humaine ainsi sur les principes d'émancipation de l'individu en le (libérant de la peur et du besoin) et de justice sociale.

D'où désormais : la primauté des politiques de sécurité qui prennent en compte les menaces concrètes sur l'existence des individus au détriment de la recherche de la seule stabilité des Etats. Le concept de sécurité humaine dépasse désormais La Défense Nationale, le respect des lois et de l'ordre pour y ajouter des dimensions politiques, économiques, et sociales permettant aux individus et aux groupes de vivre à l'abri des risques et de la peur.

Il n'est plus possible de définir

uniquement la sécurité collective comme une absence de conflits armés (internationaux ou internes) ; les violations des droits de l'homme ; les déplacements massifs des populations ; le terrorisme international ; les pandémies ; les trafics et les catastrophes naturelles constituent autant de menaces à la sécurité collective, nous obligeant au Sahel à adopter une démarche sous-régionale commune de coordination, de mutualisation et de coopération pour faire face à ces graves défis qui se sont imposés à notre région durant les deux dernières décennies ; ainsi est né le G5 Sahel.

### Le G5 Sahel et la problématique de la sécurité humaine

Le G5 Sahel est une organisation sous-régionale africaine regroupant cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) qui partagent une histoire commune ; une géographie physique et humaine similaire, ainsi que l'usage commun de la langue Française.

Le niveau de développement est presque identique et les défis semblables. Le sous-développement, accru par le changement climatique et l'insécurité sont les principaux défis auxquels fait face la région en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle. En effet, la sécheresse persistante, le changement climatique, une population jeune et en accroissement exponentiel ; ainsi que l'apparition de groupes armés terroristes, et criminels de plus en plus structurés et armés ont amené les Etats à créer une organisation fondée sur la synergie entre le développement et la sécurité. Le G5 Sahel a donc fait de la sécurité humaine et du développement humain ses objectifs principaux.

La prise en compte de la sécurité humaine et du développement

humain est manifeste à travers la convention de création du G5 et à travers les objectifs de celui-ci.

Ainsi le G5 Sahel a classé les défis à la sécurité humaine en quatre grands groupes pour lesquels il a créé des outils de travail et mis en œuvre des programmes spécifiques

### Classement et traitement des défis

Le G5 Sahel a répertorié autres grands groupes de défis à la sécurité et au développement humains dans notre région, il s'agit de :

- a- l'insécurité physique
- b- la mauvaise gouvernance
- c- la faible capacité de résilience
- d- le manque d'infrastructures.

En fonction de ce classement le G5 Sahel a considéré au sein de son Secrétariat Permanent quatre axes majeurs pour faire face à ces défis.

- Axe sécurité Défense
- Axe Gouvernance
- Axe Résilience
- Axe Infrastructures.

### Les projets les plus visibles actuellement sont les projets en matière de sécurité physique, compte tenu de l'urgence :

- Plateforme de coopération en Matière de Sécurité (PCMS)
  - Collège Sahélien de Sécurité - Centre d'Analyse des menaces et d'Alerte Précoce - Collège Sahélien de Défense - Groupes d'action rapide (Sécurité intérieure)
  - Projet de Force conjointe
  - Sécurité Civile, frontières, immigration illégale, lutte contre les mines, les trafics illicites et contre la prolifération des armes légères et de petits calibres etc.
- cependant, les projets de développement et de gouvernance sont en cours de réalisation et seront le socle sur lequel repose la sécurité régionale durable



## LES TEMPS FORTS DE BARKHANE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2017

**E**n Janvier le camp de regroupement du mécanisme opérationnel de coordination (MOC) de Gao, est atrocement attaqué le bilan est particulièrement lourd.

Dès connaissance de cet attentat, la force Barkhane a immédiatement mis à la disposition des autorités maliennes et de la MINUSMA ses moyens basés à Gao pour assurer la prise en charge des blessés, et a effectué des patrouilles de sécurisation dans Gao pour éviter tout sur-attentat.

Du 6 au 12 janvier 2017, des éléments des forces armées maliennes (FAMA) appuyées par un détachement du groupement tactique blindé (GTB) " Conti " ont mené ensemble une opération de contrôle de zone entre Gao, In-Tillit et Doro. Cette mission avait pour objectif de perturber les trafics des groupes armés terroristes en réaffirmant la présence des FAMA dans la région des " 3 frontières " : Mali, Niger, Burkina-Faso A l'issue d'une phase de reconnaissance vers le sud de Gao, les FAMA Appuyés par les soldats de la force Barkhane, les FAMA ont ainsi réalisé une patrouille à pied avec le groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) à travers le village, contribuant ainsi à rassurer la population.

Plus de quarante personnes ont pu parallèlement bénéficier d'une aide

médicale gratuite réalisée par les personnels soignants de Barkhane. Cette opération aura permis aux FAMA de perturber les activités des groupes armés terroristes dans cette région propice aux trafics.

Lundi 30 janvier 2017, les 1000 élèves de l'école fondamentale de Djidara à Gao ont pu découvrir avec joie les aménagements réalisés conjointement par la force Barkhane et la mairie de la ville.

Avant ces travaux, l'école de Djidara devait faire face à une insuffisance de moyens pour accueillir ses nombreux élèves. Surpeuplée, elle ne pouvait plus offrir de bonnes conditions d'apprentissage.

Face à l'urgence de cette situation, la force Barkhane a investi dans des travaux d'extension.

Désormais, l'école peut accueillir sereinement 1000 élèves en allégeant le nombre d'élèves par classe, garantissant ainsi de meilleures conditions d'enseignement.

Depuis le 24 janvier 2017, les forces de défense et de sécurité du Mali (FDSM) et les forces armées maliennes (FAMA) ont entamé une vaste opération de sécurisation de la ville de Gao, avec l'appui de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA) et de la force Barkhane, cette opération, baptisée Fildjo (coup de filet en bambara), a pour objectif de sécuriser

la ville, de rechercher des indices et de traquer les membres des réseaux terroristes et leurs sympathisants liés à l'attentat ayant frappé le camp de cantonnement du 1er bataillon MOC (mécanisme opérationnel de coordination) le 18 janvier.

Informée par la population de l'imminence d'une attaque terroriste à Kidal, le 14 février 2017, la force BARKHANE en coordination avec le comité sécuritaire des mouvements de l'Azawad de Kidal (CSMAK), a lancé immédiatement une opération pour stopper la préparation d'un attentat à l'engin explosif improvisé (IED). Dès l'alerte donnée, la force BARKHANE a engagé un élément d'intervention interarmes composé d'une trentaine de militaires.

Samedi 18 février 2017, un attentat a visé un bus qui a explosé sur un engin explosif improvisé dans la région de Gossi au Mali. Sur demande des autorités locales et en coordination avec les forces armées maliennes (FAMA), Barkhane est immédiatement intervenue pour prendre en charge les blessés les plus graves. En lien permanent avec les FAMA, les opérations de secours ont été lancées très rapidement après l'explosion d'un IED contre un bus civil. Barkhane a déployé des hélicoptères sur place, avec à leur bord des équipes médicales en mesure de prendre en charge les blessés directement depuis la zone de

l'attentat et assurer leur évacuation vers l'hôpital militaire français de Gao.

Samedi 11 mars 2017, au cours d'une cérémonie émouvante et devant les plus hautes autorités militaires du Mali, le colonel Félix Diallo, commandant la 1ère région militaire, a été décoré à titre exceptionnel de la médaille d'or de la défense nationale.

Il intègre ainsi le cercle réduit des rares officiers étrangers à se voir décorer d'une médaille française. Marque d'une coopération forte et croissante entre les forces armées maliennes et la force française, cette médaille, remise au colonel Félix Diallo par le général de division Xavier de WOILLEMONT, commandant la force Barkhane, vient saluer et remercier l'un des partenaires privilégiés de Barkhane.

Mercredi 29 mars 2017, alors que la force Barkhane réalisait une formation en secourisme et en police judiciaire au profit de la CSMAK (Coordination Sécuritaire Mixte de l'Azawad à Kidal), une détonation a retenti aux abords de la ville.

Après avoir mené une observation les soldats ont rapidement identifié le lieu de l'explosion. La population kidaloise est régulièrement confrontée aux nombreuses munitions qui peuvent être trouvées dans la ville et ses alentours. Elles sont le plus souvent transformées en engins explosifs improvisés.

Le mardi 18 avril 2017, les forces armées maliennes (FAMA) appuyées



par la force Barkhane ont neutralisé plusieurs terroristes qui ont attaqué un poste malien à Gourma Rharous, à 120 km à l'Est de Tombouctou. Ce nouveau coup dur porté aux groupes armés terroristes sahéliens démontre l'efficacité de la coordination et la qualité du partenariat militaire opérationnel qui ne cessent de progresser entre les forces armées maliennes et la force Barkhane. Grâce à la rapidité de l'alerte donnée par l'armée malienne, la force Barkhane est rapidement intervenue pour neutraliser deux picks up dérobés et lourdement armés en fuite à une trentaine de kilomètres de Gourma Rharous. Une dizaine de terroristes ont été neutralisés durant l'intervention aéroportée du

groupement tactique désert aéromobile transportant à son bord des commandos montagne de la force Barkhane. Sur le poste FAMA, les soldats maliens ont également mis hors de combat plusieurs assaillants. L'assaut a causé la mort de quatre soldats maliens et les assaillants se sont emparés de plusieurs véhicules. Les militaires maliens blessés ont été évacués par la MINUSMA. Les blessés les plus graves ont alors été pris en charge par les équipes médicales de Barkhane au Rôle 2 de Gao.

le samedi 29 avril, la Force Barkhane est engagée dans une opération qui a permis de neutraliser plus d'une vingtaine de terroristes dans la forêt de Foularà à proximité de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, au sud-ouest de Gao. Cette opération reposait sur l'action coordonnée de la chasse aérienne, de la force aéromobile, des commandos montagne, des commandos parachutistes et des équipes opérationnelles de déminage. La Force Barkhane, déterminée à renforcer la sécurité de la population de cette zone, a provoqué la surprise en intervenant une nouvelle fois sur des terroristes identifiés lors de l'opération Panga. Cette opération, baptisée Bayard, a débuté par des frappes aériennes effectuées par des Mirage 2000 sur des objectifs ennemis repérés comme étant des plots logistiques pour les groupes armés terroristes (GAT).



► intervention équipe des médecins de Barkhane



## LE G5 SAHEL, ET LES STRATEGIES POUR LE SAHEL

L'espace sahélo-saharien est, depuis de nombreuses années le théâtre d'un banditisme urbain et périurbain croissant, de conflits intercommunautaires sempiternels, d'une criminalité transfrontalière et transnationale montante, dominée par le trafic de drogues, d'armes, d'êtres humains. Dans la région qui est aussi la principale route de l'immigration clandestine entre l'Afrique et l'Europe, un terrorisme rampant se régénère au contact de la misère. Et tout cela influe considérablement sur les efforts de développement et, naturellement de développement durable, comme pour nous convaincre que la relation dialectique entre Développement et Sécurité n'est pas un vain mot.

Les conflits armés, la prolifération des armes légères, le trafic de drogue, la migration clandestine, l'insécurité alimentaire ont engendré des milliers de tués, de handicapés, de déplacés et de sans abri. Ils ont déchiqueté le tissu social et mis en lambeaux la cohésion sociale, détruit des ressources naturelles, les infrastructures, les moyens de production et parfois même les institutions étatiques. Ils ont entraîné des violations graves des droits de la personne, l'accroissement des souffrances humaines, la déstabilisation des institutions étatiques. Un peu partout dans la sous-région, on assiste à la fragilisation des efforts de construction démocratique, au délitement de l'autorité de l'Etat, à l'émergence de groupes armés non étatiques, à l'appauvrissement structurel des peuples et des Etats, à l'anéantissement des efforts de développement politique, économique, social, culturel, etc.

Dans les contrées où l'Etat est dans l'incapacité d'assurer la sécurité la plus élémentaire, les investisseurs se retirent. Cette fuite des capitaux et les conséquences qu'elle engendre démontrent éloquemment les liens qu'il y a entre développement et sécurité : le développement, c'est avant tout l'investissement ; il n'y a pas d'investissement sans sécurité.

Des phénomènes d'apparition plus récente sont venus aggraver cette situation déjà préoccupante : il s'agit de l'extrémisme violent avec son cortège de manifestations macabres (mains coupées, flagellation, profanation de mausolées, lapidation, attentats, incendie des églises...), de l'émergence de méthodes inédites de combat comme les guérillas, la guerre asymétrique qui ont rendu plus complexe la riposte qui pouvait être celle des armées classiques.

Ces menaces sécuritaires hybrides internes et externes nécessitent des réponses appropriées parce que les enjeux sont d'une ampleur exceptionnelle qui interpelle les responsables politiques et les gouvernants au plus haut point. Face à ces changements de paradigmes des défis sécuritaires au Sahel, plusieurs organisations internationales (ONU-UE-UA-CEDEAO-CENSAD-CEEAC-UEMOA-CEMAC-CBLT), aident des Etats ou groupes d'Etats sahéliens, dans le cadre de plusieurs "stratégies Sahel", dont les aires d'application sont d'ailleurs à géométrie variable. Il reste que les pays du G5 Sahel sont au cœur de l'ensemble de ces stratégies et initiatives.

Outre la question de leur adéquation à la nature spécifique du mal qu'elles veulent endiguer, la prolifération de ces stratégies pose la problématique de leur coordination, de leur mise en cohérence pour éviter les duplications, les chevauchements, voire les contradictions. C'est dans ce contexte de multiplicité des cadres et des instances de dialogue et d'échanges que certains pays ou groupes de pays ont décidé d'élaborer leurs propres stratégies endogènes. C'est le cas des cinq pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) qui ont créé le G5 Sahel qui est aujourd'hui perçu par de nombreux observateurs géopolitiques comme le bon format et la bonne échelle pour traiter des questions spécifiquement sahéliennes. Il regroupe en effet un ensemble de pays touchés par des fragilités structurelles similaires, des

défis communs, des objectifs partagés et présentant un ensemble cohérent, que cela soit d'un point de vue géographique, culturel ou même géopolitique.

Il se veut aussi un espace de solidarité : le G5 Sahel responsabilise les Etats membres solidairement en minimisant les clivages frontaliers. Aucun pays membre de l'organisation ne doit et ne peut être une base arrière pour des terroristes ou autres bandits armés sévissant dans un autre Etat membre du G5 Sahel. Enfin les Etats membres du G5 optent résolument pour une mutualisation des ressources et des moyens et mettent un accent particulier sur le développement et la sécurisation des zones transfrontalières sous développées, sous peuplées, sous administrées en travaillant à l'émergence de véritables pôles de développement à travers leur Programme d'Investissements Prioritaires. Ce PIP adopté par le Conseil des Ministres du G5 Sahel depuis le mois de juin 2014, et réactualisé en 2016 pour tenir compte de projets aussi emblématiques que la création d'une compagnie aérienne de transport ou la construction d'une ligne de chemin de fer reliant Nouakchott à N'Djamena. Ce PIP réactualisé a été officiellement adopté par le conseil des ministres du G5 Sahel lors de sa session ordinaire du 06 juin 2017 à Bamako fera l'objet d'une Table Ronde des Bailleurs de fonds pour son financement d'ici la fin de l'année en cours (2017). Il constituera l'instrument de mise en œuvre de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité du G5 Sahel qui a pour ambition d'assurer à ses pays membres les conditions d'une croissance durable et soutenue se traduisant par un développement économique et social harmonieux y compris au plan spatial. En permettant le développement et la sécurisation des zones transfrontalières, la SDS entend se donner les moyens de vaincre le cercle vicieux : insécurité, absence de développement et aggravation des conditions de vie des populations du Sahel.

**Amadou Sall**  
Coordinateur de la cellule de  
prévention de la radicalisation  
au sein du G5 Sahel



## LA CELLULE REGIONALE DE PREVENTION DE LA RADICALISATION DU G5 SAHEL ACCELERE LA CADENCE

**E**n moins d'un mois, la cellule régionale de prévention de la radicalisation ( CellRad ) a organisé deux ateliers d'envergure régionale.

Le 1er tenu les 8 et 9 mars 2017 a regroupé les chefs d'antennes de la CellRad du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, et du Tchad, et les points focaux des comités nationaux de coordination (CNC) du G5 Sahel de tous les pays membres. L'OIM et le Bureau du Haut Commissaire au Droits de l'Homme étaient également présents.

La rencontre, dite atelier méthodologique avait pour objectif d'être un moment de réflexion sur les voix et moyens pour opérationnaliser la Cellrad en s'accordant sur, la démarche, la production, les outils et les indicateurs à suivre.

Les participants ont revisité les concepts de la radicalisation et de l'extrémisme violent, partagé leurs vues sur la structuration de la cellrad, sa finalité et les moyens de disséminer l'information qu'elle produit ainsi que les moyens de faire financer ses activités.

Les 4 et 5 avril 2017, la cellrad tient un autre atelier sous régional en partenariat avec la fondation Konrad Adenauer et le Ministère mauritanien des Affaires Islamiques et de



► réunion Ministre des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel de la Mauritanie avec les représentants du konrad et du G5S

l'Enseignement Originel sous le thème : partage d'expériences en matière de dé radicalisation, de lutte contre l'extrémisme violent et de lutte anti-terroriste.

Cet atelier a vu la participation en plus de la Mauritanie, d'experts venus du Cameroun, du Nigeria, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Tchad.

Ont été conviés également à cette rencontre l'UE, l'ambassade de France, l'Ambassade des USA, l'Ambassade d'Allemagne, l'Ambassade du Soudan, l'Ambassade d'Egypte et l'Ambassade de Tunisie.

Des questions aussi complexes que le financement de l'extrémisme violent, les méthodes de déradicalisation, la dimension, droits de l'Homme dans la lutte contre le terrorisme ont fait l'objet d'exposés. S'exprimant à l'ouverture de l'atelier, le Ministre des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel, de la Mauritanie M. Ahmed Ould Ehel Daoud a souligné que l'accroissement du phénomène de l'extrémisme violent demande une union des efforts et une coordination des mécanismes de travail en vue d'élaborer une vision sécuritaire unifiée pour faire face à ce phénomène destructeur, qui est devenu une préoccupation majeure pour le monde entier.

Il a précisé que son pays a adopté une approche sécuritaire efficace basée sur plusieurs dimensions, dont notamment le renforcement de l'arsenal sécuritaire, la protection des frontières, le dialogue et la concertation.

Il a enfin expliqué que les résultats obtenus à travers le dialogue entre les crûdits et les jeunes attirés par l'idéologie extrémiste illustrent la réussite de cette approche et l'efficacité de la voie prise par la Mauritanie pour éradiquer le terrorisme et disséminer une culture de citoyenneté.



► une vue des participants à l'Atelier sur la lutte contre la radicalisation



# LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES DU G5 SAHEL : LE CÔTÉ " PILE " DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME !

**S**i la lutte contre les terroristes nécessite des opérations militaires, il est admis que pour éradiquer le terrorisme, ces opérations doivent se prolonger par des actions de développement. C'est pour cela, que le G5 Sahel s'emploie au développement des infrastructures dans les domaines des transports, d'hydraulique, d'énergie et de télécommunications. Et le diagnostic profond établi par le document de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité (SDS) du G5 Sahel a révélé un contexte de base commun aux cinq Etats ; de façon générale que les rares infrastructures existantes sont concentrées autour des grandes agglomérations urbaines au détriment des vastes zones à faible densité humaine. Pour assurer le développement socioéconomique et l'intégration régionale dans l'espace du G5 Sahel, promouvoir les échanges internes et intra régionaux et faciliter la circulation des personnes et des biens, les Etats se doivent d'investir dans le développement des infrastructures. Il s'agira à terme de créer des pôles de développement dans les zones frontalières, notamment par leur désenclavement par une jonction contrôlée avec le Maghreb et les autres régions africaines.

Pour ce faire, les Chefs d'Etat, lors du premier Sommet ordinaire tenu à N'Djamena en novembre 2015, ont décidé de la réalisation d'une ligne de chemin de fer reliant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad et la création d'une compagnie aérienne



des pays du G5 Sahel.

Outre ces deux projets ambitieux et structurants dont le processus de mise en œuvre est en marche, d'autres programmes régionaux sont portés par l'axe infrastructures. Il s'agit notamment des programmes régionaux de routes, d'hydrauliques, d'énergie et de télécommunication.

Le programme régional d'infrastructures routières du G5 Sahel porte sur l'aménagement de certains axes routiers d'importance stratégique pour le développement de l'espace sahélien. Il s'agit en l'occurrence des axes routiers transfrontaliers permettant de relier des zones enclavées transfrontalières entre elles. Le désenclavement de ces zones contribue à :

- renforcer les échanges entre les populations locales rurales ;

- améliorer le commerce transfrontalier à travers l'écoulement des produits, l'accès aux marchés, la connexion entre les zones de production économiques (agricoles, pastorales, minières..) et les zones de consommation ;
- renforcer la sécurité par l'accessibilité aux zones à risques ;
- renforcer l'accès des populations aux services de base notamment aux services de santé de référence (éducation et formation).

Les principaux tronçons routiers sont identifiés à travers des échanges constants et itératifs entre le Secrétariat permanent du G5 Sahel et les Etats membres ayant abouti au choix des axes prioritaires et d'importance stratégique pour le désenclavement de certaines zones et le renforcement de la complémentarité entre les économies locales, essentiellement



selon l'axe ouest-est de l'espace du G5 Sahel.

Le Programme régional de développement des infrastructures hydrauliques consiste à réaliser des ouvrages d'alimentation en eau potable, des ouvrages d'assainissement et des ouvrages pastoraux dans les régions frontalières des cinq (05) pays.

Il vise à améliorer l'offre d'infrastructures de base dans les zones déficitaires notamment frontalières afin de relever les taux d'accès aux services sociaux de base pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales de ces zones. Les principales activités à réaliser consistent en une cartographie des localités les plus démunies, l'appui à la réalisation des investissements et la fourniture des services, la mise en place des structures de gestion et le renforcement de capacités des acteurs.

Le programme énergétique consiste à électrifier des zones frontalières du G5 Sahel. Il s'agira dans un premier temps de réaliser une cartographie des zones frontalières d'intérêt prioritaire dans l'espace G5 Sahel et, dans un second temps, d'y développer des équipements d'électrification solaire dans les localités de taille assez significative. Le programme a pour finalité d'améliorer les conditions de vie des populations des zones rurales transfrontalières par l'accès à l'électrification des populations les plus démunies (conformément à la politique énergétique de chaque pays).

Enfin dans le domaine des télécommunications, le constat est que les zones frontalières entre les pays du G5 Sahel sont souvent caractérisées par l'absence de couverture radioélectrique (stations relais pour les réseaux radio, télévision et GSM) due à un manque d'intérêt des opérateurs de télécommunication. Il devient donc nécessaire de mettre en place ce programme de couverture radioélectrique pour favoriser le développement économique et social des zones reculées. Ce programme vise donc à répertorier les zones d'ombres et à favoriser une installation d'équipements de télécommunication (fibre optique, antennes relais de GSM, radios, télévision, internet) dans les zones peuplées en relation avec les États, les opérateurs privés et les communautés locales. Il permettra aux populations des zones reculées d'avoir accès aux informations et à l'internet et participera à la sensibilisation et à la vulgarisation des mesures de lutte contre le terrorisme. A ce sujet, il permettra également de faciliter la communication entre les Forces de défense et de sécurité (FDS) de pays limitrophes dans les zones frontalières, notamment lors des Opérations militaires conjointes transfrontalières (OMCT) de lutte contre le terrorisme dans l'espace sahélien.

## POUR UNE PARTICIPATION ACTIVE DES FEMMES



► dialogue de haut niveau remise de la déclaration de Bamako

Environ 150 participants en provenance notamment des pays du G5 du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), de l'Union Africaine, du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest ont répondu présents. Au cours de cette rencontre, les femmes participantes ont évalué et validé le rapport de l'étude sur " Genre et Extrémisme violent.

Elles ont adopté également la Déclaration de Bamako, rédigé la Note de plaidoyer pour le Dialogue politique de Haut niveau et les femmes devant porter le plaidoyer devant les gouvernements du G5-Sahel. Une feuille de route pour le travail de la Plateforme des Femmes du G5-Sahel sur les deux prochaines années a été aussi adoptée.

Après ; le forum les femmes sahéliennes ont abordé dans la foulée le dialogue politique de haut niveau avec à la clef des communications de haute portée.

Ces moments d'échanges ont vu la présence d'imminentes personnalités.

La directrice régionale de l'ONU Femmes a souligné que la sécurité dans la région est fortement compromise et par conséquent les femmes, en tant que citoyennes, épouses et mères ne peuvent pas rester les bras croisés.

Elles ne peuvent non plus être mises en marge dans cette lutte pour la paix car elles disposent d'un grand potentiel.

Mme Diana Ofwona a, ajouté que les femmes sont engagées à apporter leur pierre à l'édifice de la paix. Pour cela, elles ont besoin d'un point d'appui, de l'espace et d'un environnement favorable à leur leadership.

Le secrétaire Permanent du G5S a, invité à faire en sorte que la Déclaration de Bamako sur " Genre et radicalisation " puisse avoir le maximum d'écho aussi bien dans la sous-région qu'en Afrique et au-delà. Najim Elhadj Mohamed a noté que le genre et la radicalisation ont fait l'objet d'analyse dans des forums organisés au niveau local, national, sous régional, régional et international.

Pour le chef du gouvernement, la première étape pour lutter contre l'extrémisme violent, c'est de s'attacher de façon indéfectible au respect de la loi et de la légalité et les femmes sont bien indiquées pour participer à cela, a-t-il indiqué, avant d'inviter les participants à proposer des mesures dont la mise en œuvre contribuera incontestablement à renforcer le leadership des femmes.



► photo de famille du dialogue et le forum des femmes Sahéliennes, Bamako février 2017

## DIALOGUE DE HAUT NIVEAU DES FEMMES

**L**e Bureau Régional de ONU FEMMES pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre -et le G5 Sahel en partenariat avec le Bureau des Nations pour l'Afrique de l'Ouest et le SAHEL (UNOWAS) et l'Union Africaine, ont organisé les 21 et 22 février 2017, à Bamako un dialogue politique de haut niveau pour assurer le leadership des femmes dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent pour la consolidation de la paix et la sécurité dans le Sahel.

La rencontre de Bamako a été l'occasion pour les femmes de partager leurs expériences et faire des recommandations concrètes pour leur inclusion dans tous les processus de Paix, spécifiquement en matière de prévention et de lutte contre la Radicalisation et l'Extrémisme Violent dans les pays du G5 Sahel. En effet; leurs témoignages ont attesté qu'en plus d'être la cible et victime de la manière la plus brutale, la femme est aussi actrice voire même complice des actes de Radicalisation et d'Extrémisme violent. Au delà, des viols ; mariages forcés ; esclavage sexuel et autres traitements effroyables qu'elles vivent, les femmes sont devenues actrices porteuses de bombes et sont parfois

kamikazes. Face à ces tristes réalités, les décisions de lutte et de prévention ne sauraient continuer sans leur participation.

Les conclusions du dialogue politique ont essentiellement porté sur deux points :

1) une déclaration dite Déclaration de Bamako formulant une série de recommandations en direction des Etats membres; des organisations de la société civile et du G5 Sahel et un document de plaidoyer dressant un ensemble de priorités des femmes réunies au sein de la Coordination Régionale de la Plateforme des Femmes du G5 Sahel à l'endroit des instances dirigeantes.

Pour les recommandations, elles s'articulent autour des points suivants :

A L'endroit des Etats :

1. 1.l'intégration effective des femmes dans le processus de réforme du secteur de la sécurité et dans le curricula de formation des Forces de Défense et Sécurité.

2. 2.la prise en compte systématique du genre dans les stratégies nationales et régionales de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

3. 3.la mise en place au niveau national et régional des cadres de concertation entre les organisations des femmes et les organisations

religieuses

A L'endroit des Organisations de la Société Civile:

1. 4. la sensibilisation des femmes, des jeunes, des leaders d'opinion (religieux et chefs coutumiers), la communauté et les médias sur les effets et les conséquences de l'extrémisme violent et de la radicalisation débouchant sur le terrorisme A L'endroit du G5 Sahel :

1. 5. l'intégration effective des femmes dans le processus de mise en place de la Plateforme de Coopération en Matière de Sécurité (PCMS)

Il est à rappeler que le dialogue politique de haut niveau intervient après un Forum de trois jours tenu les 18, 19 et 20 Février 2017. Ce sont les travaux techniques de ce forum qui ont servi d'éléments d'entrée au Dialogue.

Le forum a été marqué par la présence significative d'une cinquantaine de femmes représentées des cellules nationales de la Plateforme des femmes des Cinq pays du G5 Sahel : Burkina Faso ; Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. A la conclusion du forum, un plan d'actions a aussi été adopté et une coordination régionale mise sur ses fonds baptismaux dont les reines ont été confiées au Burkina Faso pour une année.

## DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE LEADERSHIP DES FEMMES DANS LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE L'EXTREMISME VIOLENT DANS LES PAYS DU G5 SAHEL



Considérant la Convention de création du G5 Sahel signée le 19 décembre 2014 par les Chefs d'Etat à Nouakchott,

- Prenant en compte les recommandations et propositions issues : de la réunion de Bruxelles tenue le 09 avril 2013 sur le thème " Femmes, stabilité et développement " ; du forum régional tenu à N'Djamena les 22 et 23 juillet 2015 sur le renforcement du rôle des femmes dans la mise en oeuvre des stratégies et initiatives régionales et internationales pour le Sahel et de la réunion de Niamey tenue du 08 au 10 décembre 2015 en vue de l'élaboration des textes de la plateforme des femmes du Sahel.

Tenant compte des résolutions 1325 et connexes du Conseil de sécurité des Nations Unies sur Femmes, paix et sécurité et la résolution 2250 sur " les jeunes coresponsables dans la lutte contre l'extrémisme violent ".

Rappelant que les pays du Sahel font face à plusieurs crises, notamment la recrudescence des actes terroristes dont la radicalisation et l'extrémisme violent sont une des formes de manifestation et, prenant à leur

compte les engagements des Chefs d'Etat du G5 Sahel à lutter contre le phénomène, réaffirmé lors de leur dernier sommet tenu le 6 février 2017 à Bamako en République du Mali

- Préoccupés par le fait que les femmes sont affectées, non seulement comme victimes, mais aussi, de plus en plus comme actrices, dans la manifestation de l'extrémisme violent

- Conscients de leur rôle dans la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent au niveau politique, opérationnel, national et communautaire

### Les ministres en charge du genre

- Renouvellent leur détermination à accompagner l'opérationnalisation de la Plateforme des femmes ; Se félicitent de l'engagement et du soutien des Partenaires techniques et financiers du G5 Sahel à accompagner le processus de mise en place et d'opérationnalisation de la plateforme des femmes du Sahel.

- Sollicitent particulièrement des financements additionnels pour les actions déjà engagées, notamment le programme de renforcement du leadership des femmes dans la consolidation de la paix et de la

sécurité dans la région du Sahel.

- Invitent l'ensemble des PTFs à poursuivre leur engagement au profit de la Plateforme par la mise en place de programmes à moyen et long terme.

- Sollicitent des PTFs des manifestations d'intérêt pour le financement de projets dont les études sont déjà disponibles en matière d'autonomisation des femmes, des jeunes, d'appui à la justice et de pastoralisme résilient.

Adoptent les recommandations ci-après :

### A l'endroit des Etats :

1. L'intégration du Genre dans le processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS).
2. La prise en compte systématique du genre dans les stratégies nationales et régionales de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.
3. La mise en place au niveau national et régional des cadres de concertation entre les organisations des femmes et les organisations religieuses.
4. L'intégration de modules relatifs à la radicalisation et l'extrémisme violent dans les programmes scolaires et universitaires.

A l'endroit des OSC : organisation de la société civile

5. La sensibilisation des femmes, des jeunes, des leaders d'opinion (religieux et chefs coutumiers), la communauté et les médias sur les effets et les conséquences de l'extrémisme violent et de la radicalisation débouchant sur le terrorisme.

### A l'endroit du G5 Sahel :

6. La poursuite de l'intégration du genre dans les actions, notamment dans la mise en place de la Plateforme de coopération en matière de sécurité (PCMS ainsi que du Centre sahélien d'analyse des menaces et d'alerte précoce (CSAMAP) du G5 Sahel.

7. Le renforcement des politiques de développement transfrontalier sensible au genre à travers les activités génératrices de revenus, le pastoralisme résilient des femmes et des jeunes.

A l'endroit des PTFs : partenaires techniques et financiers

8. L'appui aux Etats membres du G5 Sahel dans la mise en oeuvre des politiques publiques visant à réduire la pauvreté et l'exclusion des couches vulnérables (femmes et Jeunes), et



plus particulièrement dans les localités défavorisées et les zones transfrontalières.

9. Le développement et la mise en œuvre des programmes de réinsertion et d'accompagnement des personnes radicalisées (et repenties) et des victimes.

10. Le renforcement des capacités (financières, institutionnelles) des réseaux des femmes et des Jeunes œuvrant sur la lutte contre

l'extrémisme violent et la radicalisation débouchant sur le terrorisme.

11. L'amélioration des capacités de plaidoyer des OSC en vue d'une plus grande effectivité dans la mise en œuvre, d'une part, des résolutions 1325 (2000), 2242 (2015), 2250 (2015) et du Plan d'action des Nations Unies sur la prévention de l'extrémisme (2016) et, d'autre part, du droit positif local sensible au genre.

Prenent l'engagement de s'approprier le document de plaidoyer, élaboré dans le cadre des travaux du forum de la Plateforme et du

Dialogue de haut niveau, et de le porter à l'attention des instances et institutions compétentes pour une bienveillante attention aux priorités qui y sont décrites selon les axes ci-après : (i) le renforcement du leadership des femmes en matière de lutte contre la radicalisation ; (ii) la mobilisation des ressources ; (iii) la résilience économique des femmes et le dividende démographique.

Adoptent, pour le suivi évaluation de la mise en œuvre des engagements ci-dessus, le dispositif dont la présentation est jointe en annexe ; Approuvent la feuille de route définissant le processus de poursuite de l'opérationnalisation de la Plateforme des femmes du G5 Sahel ; Invitent les acteurs impliqués dans ce processus à s'impliquer pleinement pour la réalisation des actions envisagées, notamment : (i) la désignation de la Coordonnatrice régionale de la Plateforme par le Burkina Faso ; (ii) la finalisation des textes de la Plateforme, par le Secrétariat permanent du G5 Sahel en partenariat avec ONU Femmes, et leur soumission, dans les meilleurs délais, aux instances appropriées.

## Plaidoyer

### A- RENFORCEMENT DU LEADERSHIP DES FEMMES EN MATIÈRE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'EXTREMISME VIOLENT :

1. Concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques de nature à promouvoir le leadership des femmes et corriger les asymétries économiques et sociales hommes-femmes.

2. Offrir une tribune d'expression aux femmes de la PFS à travers des invitations aux réunions statutaires du G5 Sahel (Réunions du Conseil des Ministres, Sommets des Chefs d'Etat).

3. Associer les femmes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

4. Intégrer les femmes dans les structures de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent aux niveaux communautaire, national et régional et dans les forces de défense et de sécurité en y instaurant un quota.

5. Assurer la protection des femmes qui collaborent avec les services de défense et de sécurité dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent.

6. Renforcer la capacité des femmes à mieux comprendre le phénomène de radicalisation, non seulement au niveau communautaire, mais aussi dans les écoles et dans les universités, à travers des modules et des curricula de formation.

7. Renforcer la participation des femmes dans le processus de recherche et de maintien de la paix, notamment dans le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et dans la réforme du Secteur de la Sécurité.

8. Créer un poste de conseillère genre auprès du Secrétaire Permanent du G5 Sahel pour s'assurer de la prise en compte systématique du genre dans l'exécution du mandat du G5 Sahel, du développement et de la mise en œuvre de programmes et projets de renforcement du leadership féminin dans chacun

des Etats membres.

### B- MOBILISATION DES RESSOURCES

1. Assurer le financement des plans d'action nationaux de la résolution 1325 des pays du G5 Sahel.

2. Assurer le financement des plans d'action nationaux, des cellules nationales de la plateforme du G5 Sahel, à travers les ministères en charge de la Femme et du Genre en inscrivant une ligne budgétaire au niveau national.

3. Créer et/ou renforcer les fonds d'autonomisation des femmes et mener une étude de faisabilité en vue de la création de la Banque des femmes conformément aux recommandations du Forum des Femmes du Sahel de juillet 2015 à N'Djamena.

4. Mobiliser des ressources additionnelles auprès des Partenaires Techniques et financiers (PTF) pour le financement de la plateforme régionale et des cellules nationales.

5. Solliciter l'appui des PTF pour le financement de programmes à court, moyen et long termes y compris pour la continuation du programme " Renforcement du leadership des femmes dans la consolidation de Paix et de Sécurité " dans la région du Sahel pour pérenniser les actions entreprises.

### C - RESILIENCE ECONOMIQUE DES FEMMES ET DES JEUNES ET DIVIDENDE

#### DEMOGRAPHIQUE.

Faire le plaidoyer auprès des PTF pour mobiliser des ressources susceptibles d'assurer la mise en œuvre des projets du G5 Sahel portant sur :

1) l'autonomisation des Femmes et des Filles en milieu rural ;

2) le développement d'initiatives intégrées pour la jeunesse (de lutte contre la radicalisation) ;

3) le pastoralisme résilient dans les pays du G5 Sahel ;

4) l'accès à la Justice des Femmes et des Jeunes.

Kouidim GUIDIO  
Expert Résilience



## LES PAYS DU G5 SAHEL VERS UN PROJET REGIONAL DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

L'économie de la région G5 du Sahel repose essentiellement sur l'agriculture, l'élevage et d'autres activités connexes.

Cependant, la production agricole demeure insuffisante pour répondre de manière adéquate à la demande alimentaire de la population en raison des mauvaises performances de ce secteur. Au niveau de chaque pays membre du G5 Sahel, le contexte montre que l'agriculture, l'élevage et la pêche représentent les principales sources de subsistance et de revenus des populations en majorité rurale. Ces moyens d'existence sont tributaires de ces extrêmes climatiques. Dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, depuis les sécheresses et la famine des années 1973-1974, les populations des pays membres du G5 Sahel vivent dans une situation d'insécurité alimentaire quasi-permanente, en dépit d'importantes potentialités en ressources naturelles dont ils disposent. Rappelant les objectifs du G5 Sahel en terme de résilience des populations, en garantissant durablement la sécurité alimentaire, la Conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel tenue le 06 février à Bamako a instruit le Secrétariat permanent de définir les potentialités des pays membres et de proposer un projet de promotion des produits (agricoles, animaliers et halieutiques) pour renforcer la sécurité alimentaire dans une perspective d'intégration régionale. Le projet intègre l'Axe Résilience et développement humain et au Programme N° 1 : Renforcement des

initiatives socio\*économiques et de résilience du Programme d'Investissements Prioritaires. Ce projet vient s'ajouter à celui portant sur le développement agricole dans les zones transfrontalières des pays du G5 Sahel décidé par les Chefs d'Etat lors du Sommet de N'Djaména en novembre 2015. La préparation du projet est tributaire d'une étude préalable dont l'objectif principal est de définir les potentialités des Etats membres en matière de produits agricoles, animaliers et halieutiques et proposer un projet de promotion de ces produits pour renforcer la sécurité alimentaire dans une perspective d'intégration régionale. De manière spécifique, il s'agit de :

- Faire un diagnostic exhaustif des potentialités de chaque Etats membres du G 5 Sahel, en matière des produits nationaux (agricoles, animalier et halieutiques) et leur contribution à la sécurité alimentaire et aux échanges commerciaux au niveau des marchés régionaux en mettant en évidence l'importance de la production, l'apport à la sécurité alimentaire, le potentiel de commercialisation, la valeur ajoutée et la demande sur les marchés des Etats des pays du G5 Sahel.

- Identifier les produits nationaux à forte potentialité pour la sécurité alimentaire et pouvant faire l'objet des échanges commerciaux entre les Etats membres dans une perspective d'intégration régionale en priorisant les produits pouvant être soutenus

- Faire une typologie et une analyse des avantages comparatifs des produits nationaux dans la chaîne de sécurité alimentaire ainsi que leur valeur économique dans une approche de commerce régionale.

- Identifier et analyser les défis et obstacles à relever pour favoriser la contribution des produits nationaux à la sécurité alimentaire et promouvoir les échanges commerciaux entre les Etats membres du G5 Sahel en mettant en

évidence la faiblesse des cadres institutionnels, commerciaux, des infrastructures et de gouvernance économique.

- Proposer un cadre juridique pour la mise en place d'une zone de libre-échange, en définissant les arrangements institutionnels, les principes directeurs relatifs aux négociations des échanges (éliminations des droits de douanes, élimination des restrictions quantitatives à l'importation).

- Définir les modalités pratiques permettant aux produits agricoles, animaliers et halieutiques de chacun des pays d'accéder facilement aux marchés des autres pays en réduisant les obstacles tarifaires (standards, normes sanitaires).

- Identifier et Proposer des actions visant à améliorer les infrastructures liées au commerce des produits agricoles, animaliers et halieutiques et les procédures douanières ainsi que la réduction des coûts du transit et autres coûts des échanges.

- Proposer sur la base des données et informations recueillies, un projet régional de promotion des produits nationaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans une perspective d'intégration régionale.

Le Secrétariat permanent a introduit des requêtes auprès partenaires pour solliciter leurs appuis techniques et financiers notamment la Banque Africaine pour le Développement (BAD), l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA), le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) pour appuyer la réalisation de l'étude et la préparation du projet. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) s'est engagé à contribuer à la réalisation de cette étude dans le cadre du Programme Conjoint PNUD -G5 Sahel financé par le Japon. C'est ici l'occasion pour nous de lancer un appel à tous nos partenaires de bien vouloir nous accompagner dans ce vaste chantier qui est celui de parvenir à l'instauration d'une sécurité alimentaire durable dans les pays du G5 Sahel afin de promouvoir la paix et la sécurité.



## APRÈS BRUXELLES, LA HAUTE REPRÉSENTANTE, VICE-PRÉSIDENTE DE L'UE ÉCHANGE AVEC LES JEUNES DU SAHEL, DU MAGHREB DE L'EUROPE ET LA DIASPORA

**A**près la tenue de la première rencontre en juin 2016 à Bruxelles, Bamako a accueilli la seconde rencontre le 5 juin 2017 qui a porté sur le thème : "La voix de la jeunesse du Sahel".

Au total 75 jeunes étaient présents venus des cinq pays membres du G5 Sahel en raison de 8 par pays, 10 du Maghreb, 10 de l'Europe et 15 jeunes représentants la Diaspora du Sahel et de l'Europe ont pris part à ce moment d'échanges, Mme Federica Mogherini, Haute Représentante, vice-présidente de l'UE en présence des ministres en charge des Affaires Etrangères des pays membres du G5 Sahel accompagnés des Ambassadeurs accrédités auprès de ces pays, du Secrétaire Permanent du G5 Sahel et de plusieurs autres personnalités d'Afrique, d'Europe ainsi que d'autres observateurs.

Pour la restitution des travaux, huit jeunes ont été désignés parmi les participants pour porter à la connaissance des autorités les grandes lignes issues des travaux de la deuxième rencontre tenue à Bamako.

Les Ministres en charge des Affaires Etrangères des pays membres du G5 Sahel ont tour à tour pris la parole en mettant l'accent sur un thème de leur choix.

Le Ministre nigérien des Affaires Etrangères et son homologue du Tchad



► Ministres des Affaires étrangères du G5S, la vice présidente de l'EU et le SP du G5S

ont insisté sur la question de l'éducation en reconnaissant tous les difficultés, malgré les efforts des Etats, beaucoup reste à faire dans ce domaine.

Ils ont aussi demandé à la jeunesse de réfléchir sur la question de la migration qui reste un sujet d'actualité dans le Sahel.

Le ministre Malien des Affaires Etrangères a quant à lui mis l'accent sur la prise en compte des diplômés arabophones sur le marché de l'emploi. Pour lui, il est inacceptable de continuer à rester indifférent face à cette question qui prend de plus en plus de l'ampleur dans certains Etats membres du G5 sahel.

Répondant à la question de la mobilité

dans le Sahel, le ministre Mauritanien des Affaires Etrangères a informé les participants de l'état d'avancement du projet de création de la compagnie aérienne du G5 Sahel pour faciliter la mobilité des personnes et de leurs biens.

Mme Mogherini, a salué la mobilisation et l'engagement de la jeunesse et de leur volonté à participer aux cotés des autorités à la construction et au développement de leurs Etats.

Elle a réitéré l'engagement de l'UE à être au côté des Etats pour un accompagnement afin de prendre en compte les besoins et les préoccupations de la jeunesse.

Elle a mis l'accent sur la nécessité d'investir dans la science et la culture comme des secteurs à part entière qui contribuent au développement du Sahel ; d'intensifier les actions en faveur du maintien de la jeune fille à l'école ; de maintenir le dialogue trinôme entre Afrique Europe et Maghreb pour lutter contre la migration irrégulière et la lutte contre le terrorisme et les criminalités organisées ; elle a fini son intervention en portant à la connaissance de la jeunesse de la tenue du sommet Afrique Europe en novembre 2017 à Abidjan et qui mettra aussi l'accent sur la question de la jeunesse.

► une vue des jeunes du G5S, du Maghreb de l'Europe et de la diaspora



## LE PROGRAMME SAHEL DU PNUD SIGNE UN ACCORD DE PARTENARIAT AVEC LE SECRÉTARIAT PERMANENT DU G5 SAHEL



**C**et accord de partenariat intervient dans le cadre du Programme d'Investissement Prioritaire du G5 Sahel et s'articule autour des quatre axes stratégiques du G5S: sécurité et défense, gouvernance, infrastructures, résilience et développement humain.

Le renforcement des capacités institutionnelles du Secrétariat Permanent du G5 Sahel et le Mécanisme de suivi-évaluation ne sont pas en reste.

L'accord vient concrétiser les multiples initiatives entreprises par la Plateforme Sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du PNUD en appui au G5 Sahel, dans le cadre du Programme Sahel.

Le Programme Sahel, financé par le gouvernement du Japon, a été mis en place en 2013, suite à l'adoption de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) pour la mise en œuvre de laquelle, le PNUD a le rôle de chef de file du Pilier Gouvernance. Le Programme en est à sa 4<sup>ème</sup> phase d'exécution et a déjà enregistré des résultats très encourageants en termes de

renforcement de la résilience des populations du Sahel et de promotion de la bonne gouvernance.

La signature de cet accord est le résultat de plusieurs initiatives déjà entreprises par le PNUD en appui au G5 Sahel, dont l'organisation d'une Conférence Internationale sur la "Gestion des Frontières et des Communautés Frontalières au Sahel" en mars 2016 à Bamako et qui a donné naissance à une Déclaration de Bamako. Plusieurs autres rencontres entre les deux parties ont eu lieu, pour échanger sur l'état de la coopération et les perspectives communes pour le Sahel.

Le PNUD a développé un Cadre d'appui au Sahel, suite à l'adoption en 2013 de la Stratégie des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) qui a pour objectif de promouvoir une gouvernance inclusive, apaisée et efficace, et de favoriser la mise en place de politiques publiques efficaces au service du développement humain inclusif. L'objectif est d'aborder efficacement les enjeux et les défis transnationaux et régionaux et de tirer parti de sa présence active dans les pays de la région.

## Témoignages des jeunes de la diaspora



Bonjour, Je suis  
**Cidette Debré** de la  
diaspora Burkina/France



Je suis Juriste spécialisée en sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale. Cette rencontre a été très riche en échanges d'expériences et en partage de connaissances entre les jeunes issues des pays du G5S et ceux de la diaspora. Nous avons surtout été ravis d'avoir abordé le thème de la migration positive dite nord-sud qui est une réalité commune à tous les jeunes de la diaspora vivant en Europe. Aujourd'hui, le nombre de jeunes qui, une fois les études terminées et désirant retourner dans leurs pays d'origine, ne cesse de croître et ce sur la base de différents témoignages recueillis. Il urge donc qu'au retour de cette rencontre, que nous puissions continuer les échanges déjà entamés.



**Hawa Diop**  
diaspora Mali



Je suis venue au Mali, dans le cadre de la rencontre des jeunes du G5 Sahel et ce séminaire nous a donné l'occasion de connaître d'autres jeunes avec des idées nouvelles. En même temps, la présence de nos frères de l'Europe et du Maghreb nous ont aussi permis de découvrir d'autres défis auxquels les jeunes son confrontés. Comme vous le savez bien, d'Est en Ouest et du Sud au Nord, les jeunes sont confrontés presque aux mêmes défis.



Nom : **Kare**  
Prénom : **Nafi**  
Membre de la Diaspora  
France-Mauritanie.



Cette rencontre a été une opportunité de rencontrer des jeunes du Sahel, du Maghreb, de l'Europe et de la Diaspora. Elle a été riche en échange d'expérience et en capitalisation.

Je suis convaincue que la jeunesse africaine regorge de potentiel et que nous devons être les acteurs principaux dans le changement de nos pays.



Rabi Dourfai  
diaspora Nigérienne  
vivant en France



Les thématiques abordées sont pertinentes, et nous avons pu prendre note de ce qui se passait dans les autres pays du Sahel.

Cependant les thématiques restent générales et sont assez similaires. J'espère que ces échanges ont pu créer des synergies et que de nouveaux projets verront le jour grâce à cette rencontre, nous avons certes identifié nos défis majeurs mais le plus dur reste à venir car l'important demeure l'impact sur le terrain.

## TÉMOIGNAGES DES JEUNES DE LA DIASPORA



Qui suis-je ?  
NAGUERTIGA Sandrine  
Diaspora Tchadienne en France



Il est important de rappeler qu'aujourd'hui, la diaspora est un véritable pont entre les jeunes des espaces de l'Union Européenne et de l'Afrique. Et pour cela, il serait intéressant de proposer pour l'avenir des thématiques auxquelles ces diasporas sont directement confrontées telles que par exemple :  
« La question des migrations » De la citoyenneté.

## Rencontre des jeunes du Sahel, de l'Europe et du Maghreb avec Mme Mogherini, HRVP

### Déclaration des jeunes de l'Europe

Chère Mme Mogherini, je m'adresse à vous au nom de la délégation européenne. Nous vous remercions de nous avoir donné l'opportunité de venir participer, ici à Bamako, à la conférence " la voix de la jeunesse du Sahel ", afin, de nous rencontrer, entre jeunes du G5 Sahel, du Maghreb, de l'Europe et de la diaspora. Nous avons ainsi pu échanger avec les jeunes du sahel, sur les enjeux et les solutions à apporter à la région. Nous regrettons que l'Union Africaine ne soit pas impliquée dans cet événement.

Ensemble, nous avons pu recenser quelques principales problématiques communes :

- Radicalisation
- Pas d'accès aux prises de décisions
- Inégalités sociales
- Dégradation de l'environnement
- Inégalités de genre. Nous déplorons d'ailleurs que les hauts représentants ici présents soient essentiellement des hommes.

Il est ainsi intéressant d'observer ces champs communs et ainsi de pouvoir apprendre les uns des autres, échanger. Il s'agit ainsi de trouver des solutions qui peuvent être communes (bonnes pratiques, etc), mais qui restent issues des expériences de terrain. Nous insistons sur les solutions locales, inscrites dans une dynamique de collaboration équitable entre l'Afrique et l'Europe, et sur un mode de développement durable, soutenu, continu et concerté.

Nous faisons appel à vos souvenirs d'activiste au sein du European Youth Forum, là où vous vous êtes battue pour que les jeunes ne soient pas

seulement écoutés. Ainsi, nous voulons prendre part aux décisions, plutôt que d'être seulement consultés.

Surtout en ces temps où la peur prend le dessus sur la découverte de l'autre, où des nations se renferment sur elles même, où des extrêmes de toutes parts attirent certaines franges de la population, nous voudrions au contraire opérer une ouverture plus large où les frontières sont réduites, et les échanges humains sont aussi faciles que les échanges de biens.

En tant que jeunes Européens, nous sommes conscients que le financement de cet événement vient partiellement des fonds qui sont majoritairement utilisés pour lutter contre la migration irrégulière. Nous sommes convaincus que cet argent utilisé de cette manière est plus bénéfique que de l'utiliser à construire des frontières.

En tant que jeunes européens nous reconnaissons l'importance stratégique de la région du Sahel et nous ne voulons pas que les actions Européennes dans cette région contribuent à sa déstabilisation actuelle et future. Nous ne sommes pas seulement solidaires avec les jeunes du Sahel mais nous savons que les conséquences de vos actes auront à plus ou moins long terme des conséquences sur notre futur aussi.

Dans cette optique, nous valorisons la continuité de ces échanges porteurs, dans une optique de coopération solidaire et fraternelle.

Bamako, le 4 juin 2017  
Je vous remercie



## TÉMOIGNAGES DES REPRESENTANTS DES PAYS

Représentant Mauritanie

● Nom : **Sidi Mohamed Sidina** ● Pays : **Mauritanie**

La rencontre de la voix de la jeunesse du Sahel tenue du 03 au 06 Juin 2017 a réussi dans tous les sens du terme.

Elle a servi de plate forme d'échange par laquelle les jeunes ont pu exprimer leurs opinions sur les différentes problématiques posées, mais aussi proposer des solutions et des stratégies concrètes.

Représentant Niger

● Nom : **Abdoulaye Dian Nafissa** ● Pays : **Niger**

Au cours de cette rencontre, nous avons échangé sur des thématiques à savoir : l'éducation et la formation, les opportunités économiques, la paix et la sécurité et la participation citoyenne.

A travers ces échanges il s'est avéré que les défis des pays du Sahel sont les mêmes.

Représentant Tunisie

● Nom : **Rabeb Aloui** ● Pays : **Tunisie**

C'est pour la première fois que je participe à une rencontre entre des jeunes Maghrébins et Africains. Au début, je pensais qu'il sera un peu difficile de discuter des sujets communs vu nos différences, mais ce que j'ai vécu pendant ces deux ou trois jours, c'est totalement le contraire. J'ai rencontré des jeunes Sahéliens et européens très enthousiastes, très optimistes prêts à faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.

Représentant Mali

● Nom : **Ibrahim Cisse** ● Pays : **Mali**

Cette seconde édition de la rencontre des jeunes du G5 sahel, du Maghreb, de la Diaspora et de l'Union Européenne baptisée " la Voix de la jeunesse ", s'inscrit dans la droite ligne des recommandations de la rencontre précédente qui s'est tenue à Bruxelles en Juin 2016. Cette rencontre, pour nous jeunes est par-dessus tout, une rencontre de donner et du recevoir entre pays, continents et jeunes.

## Rencontre des jeunes du Sahel, de l'Europe et du Maghreb avec Mme Mogherini, HRVP

### Déclaration de la jeunesse du Maghreb

C'est à l'hôtel AZALAI que s'est tenue la rencontre " La voix de la jeunesse du Sahel ", du 03 au 06 juin 2017 à Bamako, qui a réuni des jeunes de l'Europe, Maghreb et région du sahel.

Nous sommes des jeunes maghrébins invités à cette rencontre afin de se rapprocher des jeunes de cette région, pour élargir la vision et ouvrir des pistes de dialogue. Nous avons constaté que malgré nos différences nous partageons les mêmes préoccupations et défis.

Nous en avons sélectionné ces 05 défis :

" Emploi ; nos 03 régions souffrent du chômage et nous comme étant représentants de la société civile nous encourageons les jeunes à adopter des solutions alternatives comme l'entreprenariat et la promotion de leurs capacités afin d'investir dans ces dernières. Une nouvelle piste qui est l'économie sociale et solidaire qui fait progresser l'économie à travers la participation des jeunes de la société civile étant l'exemple du Maghreb.

" Mobilité ; faciliter la circulation sud-sud et nord-sud à travers des projets associatifs communs.

" Education ; on propose des jumelages des écoles des pays nord sud pour assurer l'échange entre les étudiants et les enseignants,

" les écoles d'été et l'investissement dans l'infrastructure.

" Participation des jeunes dans la prise de décision ; il faut encourager la participation de la société civile pour améliorer la conscience citoyenne et sensibiliser les jeunes sur leur rôle important à la prise de décision en les incitant à s'engager à être actifs. Ces 04 défis aboutissent au défis majeur qui est la radicalisation, (sans une éducation adéquate, sans emploi sans la participation active dans la société civile les jeunes seront facile à recruter par les extrémistes pour cette raison on pense qu'il est important d'inclure les jeunes et de créer des espaces d'échange entre eux et de dialogue pour véhiculer les messages de tolérance et de vivre ensemble il faut écouter les jeunes leur donner la possibilité pour s'exprimer pour qu'ils ne soient pas manipulés par les discours extrémistes.

*Les représentants de la délégation maghrébine  
Bamako, le 04.06.2017*

Représentant Burkina Faso

● Nom : **Elodie Bamahara** ● Pays : **Burkina Faso**

La rencontre avec la Haute Représentante de l'UE est inédite car elle a permis à nos différents ministres des affaires étrangères de rencontrer les jeunes de la région et d'avoir une vue d'ensemble des réalités de la jeunesse.

Nous avons pu partager à un haut niveau les solutions que nous envisageons.

Ce fut un formidable moment de réseautage et de partage de solutions entre Jeunes.

Représentant Europe

● Nom : **Karim SAAFI** ● Pays : **France**

Je suis honoré de participer à la rencontre " La voix des jeunes du Sahel " en ma qualité d'européen car je suis français vivant en Belgique. Je suis aussi tunisien, pays de la région du Maghreb qui est une invitée de cette rencontre hautement enrichissante de par les différentes parties contributrices qui la compose. Afin de finir de rejoindre officiellement ma famille du Sahel et d'être moi-même au croisement de toutes les voix de cette rencontre.

Représentant Tchad

● Nom : **MBairamadi Désiré** ● Pays : **Tchad**

La rencontre nous a vraiment aide à connaître les enjeux et opportunités dans chaque pays du G5 Sahel.

Désormais, nous sommes soudés par un lien très fort, qui est nos engagements à trouver des solutions selon les réalités de nos localités afin que la voix de la jeunesse porte un succès dans le développement durable, pour la paix et la sécurité.

## LE CONSTAT DES JEUNES DU SAHEL/ MAGHREB SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

### 1- Radicalisation des jeunes

Nous (jeunes du Sahel) constatons dans nos pays que les jeunes sont des cibles de choix des groupes extrémistes responsables de l'insécurité dans la région du Sahel. Certains jeunes se radicalisent pour prendre leur revanche sur la société, non pas par idéologie juste pour être reconnus et avoir leur place dans la société.

Au cours de nos débats, il est apparu que les initiatives sont prises pour traiter la conséquence de la radicalisation mais rarement pour en chercher les causes profondes et agir en prévention. Le rôle des religieux dans la prévention de la radicalisation chez les jeunes a suscité des débats contradictoires. Pour certains, le dialogue doit s'établir avec les instances religieuses ; pour d'autres, cette étape n'est plus envisageable pour les personnes déjà radicalisées.

De nombreuses propositions ont émergé pour prévenir la radicalisation chez les jeunes. La culture est apparue comme l'une des solutions. Des expériences réalisées dans certains pays montrent qu'offrir la possibilité aux jeunes d'accéder à la culture sous toutes ses formes permet de renforcer leur sentiment d'appartenance à un groupe, de réduire l'oisiveté et donc la tentation d'exister autrement, notamment sous une forme violente.

Sur la base d'initiatives déjà existantes, les jeunes peuvent s'impliquer davantage dans la vie culturelle au niveau local, dans la création de contenus pédagogiques, dans l'animation et la sensibilisation. On pourrait imaginer la revitalisation des lieux d'expression déjà existants (Maisons des jeunes), lieux d'écoutes et de partage dédiés aux jeunes et aussi la création de nouveaux espaces là où il n'y en a pas. Dans certains pays, des incubateurs culturels sont en train d'émerger pour allier à la fois la création culturelle et aussi la création d'emploi. Ces exemples peuvent être reproduit au Sahel.

### 2- Impact du changement climatique sur le développement socio-économique

Les pays du G5 Sahel sont directement impactés par les changements climatiques. Au niveau du Lac Tchad, par exemple, les conséquences de l'assèchement du Lac se ressentent sur la stabilité de la région. Ce n'est pas un hasard si des groupes armés comme Boko Haram ont pris de l'ampleur dans cette région directement menacée par le réchauffement climatique. L'ensemble du tissu économique s'en est trouvé profondément modifié, avec un impact

particulier sur les pêcheurs et les maraîchers. Au Mali, les conflits entre pasteurs et agriculteurs se sont multipliés ces dernières années par l'effet conjugué de l'avancée du désert et la raréfaction des terres cultivables disponibles et de la présence de groupes armés. Dans les zones urbaines, en saison des pluies, on constate une augmentation de la fréquence et la violence des phénomènes climatiques entraînant des inondations aux conséquences directes sur la sécurité humaine.

Les jeunes peuvent jouer un rôle déterminant dans la prise en compte des questions climatiques à travers des campagnes de sensibilisation, de la formation et leur implication dans des initiatives visant la Responsabilité sociale des entreprises, notamment vis à vis de celles qui contribuent à la dégradation de l'environnement. Les jeunes proposent la mise en place de mesures incitatives permettant de développer l'entrepreneuriat dans le secteur du développement durable.

### 3 - Manque de dialogue entre les forces de défense et de sécurité et les jeunes

Depuis quelques années, nous constatons la recrudescence des forces armées dans les pays du G5 Sahel. Les jeunes sont divisés entre ceux qui collaborent avec les forces armées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et ceux qui ont pris fait et cause pour les groupes armés. Cela entraîne des dérapages d'un côté et des représailles de l'autre, et une défiance grandissante à l'égard des armées régulières. Ce manque de confiance nuit à la cohésion sociale, à l'économie et à l'efficacité de la lutte contre le terrorisme.

Dans certains pays, les jeunes s'organisent en comité de vigilance pour protéger les populations. Malheureusement, cela peut contribuer à la prolifération des armes et la création de milices qui deviennent incontrôlables.

Les jeunes proposent de créer des espaces de dialogue où jeunes et forces armées peuvent partager des temps informels d'activités, comme par exemple, des matchs de foot, un rallye dans un quartier... Les jeunes suggèrent que des formations spécifiques puissent être faites aux forces armées pour renforcer leurs capacités à engager un dialogue avec les jeunes, et à créer des relations de confiance. Les jeunes proposent également de renforcer l'esprit patriotique, en prenant conscience de leurs droits et devoirs dans la société.

## " LA VOIX DE LA JEUNESSE AU SAHEL "

Rencontre avec Mme Mogherini, lundi 5  
juin 17 Synthèse des commissions

### Opportunités économiques

Face à la croissance démographique galopante dans la plupart des pays du Sahel, se pose la question de l'emploi pour tous. Nous avons identifié les trois défis majeurs suivants auxquels la jeunesse est confrontée

#### Difficulté d'accès à l'emploi des jeunes

Les jeunes du Sahel ont établi une liste non exhaustive de difficultés d'accès à l'emploi des jeunes parmi lesquelles la mauvaise gouvernance, le manque de structure opérationnelle pour accompagner la création d'emploi, et le favoritisme qui entrave l'égalité des chances.

Pour relever ces défis, Nous jeunes du Sahel, proposons :

- d'adopter des mesures d'allègement fiscal pour les entreprises qui acceptent d'engager les jeunes sans expériences,
- mettre en place des offices de création d'emplois pour les jeunes,
- valoriser le potentiel d'emplois en milieu rural.

Le deuxième défi concerne le :

#### Manque d'accompagnement des jeunes dans l'entrepreneuriat

Les jeunes désireux d'entreprendre font face à de divers obstacles liés notamment à l'absence de la culture d'entrepreneuriat, à l'inaccessibilité aux financements, à l'inexistence des capitaux pour entreprendre, l'insuffisance des structures d'accompagnement. Face à ces difficultés, les jeunes proposent :

- Eduquer la jeunesse à entreprendre, dès le plus jeune âge ;
- Promouvoir la création des centres d'incubateurs afin d'améliorer le transfert de compétences et favoriser l'insertion socio-professionnelle de la diaspora, désireuse de rentrer au pays,
- Instaurer un fond de garantie pour les jeunes,
- Alléger les conditions d'accès aux fonds alloués pour la promotion d'entrepreneuriat ;
- Autonomiser les jeunes à travers des programmes de développement agro-sylvo-pastoral,
- Mettre en place des structures d'information, d'accompagnement et de suivi dans la création d'entreprise.

Le troisième défi est lié

#### Inadaptation des cadres réglementaires favorisant l'émergence de formes alternatives de financements

Face à la difficulté d'accès aux financements classiques, les jeunes du Sahel constatent l'émergence de nouveaux systèmes de financement qui malheureusement sont toujours au stade expérimental dans nos pays. Nous proposons de :

- développer des modes alternatifs de financement par exemple des systèmes crow funding, des open-innovation, ou Business Angel,
- Faire du plaidoyer et du lobbying pour la modification des cadres réglementaires prenant en compte les nouveaux systèmes de financements.

Commissaire Principal  
MOHAMED OULD  
DENNA ESSEISSAH



## LA CIRCULATION ROUTIERE A NOUAKCHOTT ; UN DEFI MAJEUR

**P**our se déplacer à Nouakchott il faut avoir beaucoup de courage, d'ingéniosité et surtout des nerfs d'acier.

Le flot de voiture quotidien, déjà très important, et la doctrine (c'est le mot qu'il faut) du laisser aller, font du quotidien du citoyen raisonnable une corvée peu facile. Sur les routes de Nouakchott tout est permis.

Sans nous attarder sur la description de ce manège diabolique que tout le monde connaît et qui devient un indicateur inquiétant de l'insécurité en Mauritanie, nous allons essayer d'analyser le phénomène à travers trois aspects à savoir ses causes, ses conséquences et les solutions que nous proposons.

### Les causes :

- Une mentalité particulière : Le Mauritanien moyen pense que la voiture (comme le chameau) étant un bien personnel, son propriétaire peut en faire ce qu'il veut. De ce fait l'acquisition d'une voiture ne requiert, qu'un pouvoir d'achat moyen, pouvant assurer l'octroi d'un véhicule en général d'occasion déjà hors d'usage en Europe.

- D'autre part les formalités administratives d'enregistrement du véhicule étaient simplifiées à outrance.

- Ajouter à cela que les procédures d'acquisition et du contrôle du permis de conduire étaient à un moment donné très aléatoires. (Conséquence : méconnaissance du code de la route, une pagaille dans la circulation, un délabrement inquiétant de l'état des véhicules, des procès verbaux d'accidents truqués ayant conduit à la faillite de la société Mauritanienne d'Assurance et de Réassurance (SMAR).

- Enfin le manque d'un contrôle

technique régulier (validité des documents, état mécanique des véhicules).

Tous ces facteurs combinés donnent un résultat aux conséquences alarmantes.

### Les conséquences :

- La première conséquence logique est l'état de délabrement des véhicules à usage de transport urbain et interurbain.

- Le non respect des normes de sécurité routière (surcharge de passagers, de bagages, absence de mesures préventives comme la ceinture de sécurité, les extincteurs et la trousse médicale, vitres teintées en noir).

- Le non respect des indications de la circulation (feux rouges, sens interdits, traits continu, interdiction d'arrêt et de stationnement)

- Le mépris des mesures préventives de la sécurité sociales (assurance véhicules, la limitation de vitesse etc.)

- Un taux d'accidents anormalement élevé, avec des morts de dégâts matériels importants. En 2016 le commissariat Spécial de la voie publique (La Routière) a enregistré 3540 accidents à Nouakchott, où 18 personnes sont décédées, 602 blessés et 2920 dégâts matériels.

En 2017, la Police de Nouakchott a enregistré 826 accidents de la circulation avec 13 décès, 182 blessés et 826 dégâts matériels. Il faut ajouter à cela que bon nombre d'accidents ne sont pas signalés à la police et que les accidents entre les villes ne sont pas compris dans ces statistiques et ceux qui ont eu lieu dans les autres villes du pays ne le sont pas non plus. Le mauvais état des routes entre les villes a tendance à accentuer le phénomène. Par rapport à la ville de Nouakchott, il y a une apparence de circulation de la

jungle où chacun suppose qu'il est le seul conducteur sur la route et que de toute façon, après lui le déluge. Cet état des choses appelle des solutions rapides et radicales.

### Les solutions :

- La loi est la réaction première la plus adaptée à toute conduite ou comportement anti sociale. La loi existe en la matière en plus d'une volonté politique claire pour faire cesser ce désordre ( voir interview du Ministres de l'Intérieur et celui du transport le 02 Mai 2017).

- l'application rigoureuse des mesures dissuasives prônées par la loi et notamment l'immobilisation des véhicules et la verbalisation sans indulgence des infracteurs.

- La sensibilisation continue des populations (en premier lieu les usagers de la circulation) sur le danger de l'insécurité routière.

- La réévaluation des connaissances des conducteurs. Cette mesure consiste à cibler quelques conducteurs au hasard d'un contrôle, et tester leur connaissance de certaines signalisations par exemple.

- L'examen technique sérieux et régulier de l'état des véhicules (visite technique).

L'informatisation et la personnalisation des données des véhicules (dans certains pays il y a une base de données pour véhicules où une immatriculation unique est attribuée à tous les véhicules appartenant à une personne donnée). Cette mesure est de nature à renforcer la sécurité en évitant les éventuels cas de fuite après la survenance de l'accident.

- Le renforcement des capacités des éléments en charge de la circulation routière et l'amélioration de leur condition de vie constituent une valeur ajoutée à ce processus.



**Mot du Secrétaire Permanent**



Les pays du G5Sahel à savoir : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad constituent un espace regroupant la plus grande concentration des menaces sur la paix la sécurité et le développement.

Ces pays sont homogènes sur le plan de leurs caractéristiques physico-naturelles, de leurs indicateurs de développement socio-économique, et aussi homogènes de par l'histoire, la géographie et la culture ou même d'un point de vue géopolitique.

Le G5 est perçu comme le bon format et la bonne échelle pour traiter des questions spécifiquement sahéliennes.

Il regroupe en effet un ensemble de pays touchés par des fragilités structurelles similaires et présentant un ensemble cohérent...[La suite](#)

**Espace Membres**

**Identifiant**

**Mot de passe**

Se souvenir de moi

[Connexion](#)

- [Créer un compte](#)
- [Identifiant oublié ?](#)
- [Mot de passe oublié ?](#)

**Conseil des Ministres  
du G5 Sahel**



**Bamako, le 6 juin 2017**



**Liens Utiles**



Chefs d'Etat du G5 Sahel

**Chefs d'Etat du G5 Sahel**

Zème Revue Semestrielle du Secrétariat Permanent du G5S

G5 Sahel : LA JEUNESSE AU CŒUR D'UNE STRATEGIE INTEGREE

**Force conjointe du G5 Sahel : Le tournant décisif de Bamako**

Publication : mardi 4 juillet 2017 13:06 | [Imprimer](#) | [E-mail](#)



Le sommet extraordinaire du G5S de Bamako a été largement dominé par les questions de financement de la Force conjointe du G5 Sahel de 5.000 hommes. Le coût évalué de la Force s'élève à 275 milliards de Fcfa.

[Lire la suite](#)

**Sommet extraordinaire du G5S des appuis importants au déploiement de la Force antiterroriste**

Publication : mardi 4 juillet 2017 12:27 | [Imprimer](#) | [E-mail](#)



Des l'entame des travaux du sommet extraordinaire ; le président Ibrahim Bouhacar Keïta, a indiqué que le G5 Sahel est un regroupement de solidarité, de mutualisation aux fins d'efficacité par rapport à des défis communs.

[Lire la suite](#)

**Macron apporte son soutien mais veut plus d'efficacité**

Publication : lundi 3 juillet 2017 11:40 | [Imprimer](#) | [E-mail](#)

[/g5sahel](#)  
[/g5\\_sahel\\_sp](#)

[contact@g5sahel.org](mailto:contact@g5sahel.org)

+222 45 25 7730

